

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1815

[C — 2002/27463]

**25 AVRIL 2002. — Décret relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement dans le décret budgétaire pour chaque catégorie d'employeurs visée aux articles 2 à 5, allouer à ceux-ci une aide destinée à couvrir en tout ou en partie les rémunérations et cotisations sociales relatives à l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Sont compris dans le champ d'application les pouvoirs locaux, régionaux ou communautaires, à savoir :

1° les provinces, les communes, les associations de communes, les centres publics d'aide sociale, les régies communales autonomes, les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et les zones de police;

2° les services du Gouvernement de la Région wallonne et les établissements publics qui en dépendent;

3° les services du Gouvernement de la Communauté française et les établissements publics qui en dépendent.

§ 2. Les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent bénéficier de l'aide visée à l'article 14 aux conditions suivantes :

1° respecter les dispositions relatives à la Convention de premier emploi visées au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

2° respecter les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

§ 3. Les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, peuvent bénéficier de l'aide visée à l'article 14 à condition de maintenir, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence.

§ 4. Les provinces, les communes et les centres publics d'aide sociale visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, peuvent bénéficier de l'aide visée à l'article 14 à condition d'octroyer aux travailleurs une rémunération égale à celle fixée par décision des autorités compétentes après négociation syndicale sur la base de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, peuvent bénéficier de l'aide visée à l'article 14 à condition d'octroyer aux travailleurs une rémunération au moins égale à celle octroyée aux agents définitifs occupés par ces employeurs pour la même fonction ou pour une fonction analogue, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres allocations et avantages applicables chez ces employeurs.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Sont compris dans le champ d'application du présent décret les employeurs du secteur non marchand, à savoir :

1° les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique régis par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° les organismes dotés de la personnalité juridique qui ne poursuivent pas un but lucratif et dont l'objet est l'aide aux entreprises;

3° les sociétés de logement de service public, telles que visées par le Code wallon du logement;

4° les agences immobilières sociales, telles que visées par le Code wallon du logement.

Par secteur non marchand, on entend le secteur des activités qui, à la fois :

1° ont une utilité publique;

2° n'ont aucun but lucratif;

3° satisfont des besoins qui autrement n'auraient été que partiellement rencontrés.

§ 2. Sont exclus du champ d'application :

1° les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, pour leurs activités de formation professionnelle ainsi que celles qui sont subsidiées dans le cadre de leurs missions organiques ou statutaires autres que celles ayant pour objet l'aide aux entreprises et qui sont subventionnées par un pouvoir public ou un organisme d'intérêt public qui en dépend;

2° les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, qui n'ont pas un siège principal d'activités sur le territoire de la région de langue française, à savoir le lieu disposant de moyens humains affectés en permanence et où se déroulent des activités récurrentes en rapport avec l'objet social et le secteur d'activités de l'employeur;

3° les employeurs qui ne respectent pas leurs obligations légales et réglementaires en matière d'emploi et de sécurité sociale et, notamment, l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social, les dispositions relatives à la Convention de premier emploi visées au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi et les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

4° les employeurs qui ne démontrent pas leur capacité de mener à bonne fin les activités de leur secteur ainsi que de payer les rémunérations des travailleurs et de verser les cotisations sociales y afférentes;

5° les employeurs qui ont une dette exigible envers l'Union européenne, l'Etat, la Communauté française, la Région ou le FOREm, sauf s'ils bénéficient, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, d'un plan d'apurement dûment respecté;

6° les employeurs qui ne disposent pas des autorisations, du matériel et des locaux nécessaires au bon déroulement des activités;

7° les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, qui n'ont pas une comptabilité conforme au plan comptable minimum normalisé de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

8° les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, dont l'objet social est l'enseignement;

9° les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, qui comptent parmi leur conseil d'administration plus de 25 % des sièges occupés par des travailleurs pour lesquels ils bénéficient de l'aide visée à l'article 14.

§ 3. Les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent bénéficier de l'aide visée à l'article 14 aux conditions suivantes :

1° ne pas bénéficier, pour le même travailleur, d'une ou de plusieurs autres subventions émanant de pouvoirs publics, qui, additionnée(s) avec l'aide visée à l'article 14, dépasse(nt) le coût global de la rémunération de ce travailleur;

2° octroyer aux travailleurs, sans préjudice d'une rémunération conventionnelle qui leur serait plus favorable, une rémunération au moins égale à celle fixée par les conventions collectives de travail conclues, selon le cas, au niveau interprofessionnel, sectoriel, sous-sectoriel ou au niveau de l'entreprise, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres avantages applicables chez ces employeurs;

3° maintenir, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence.

Si l'employeur en fait la demande motivée, le Gouvernement peut déroger à la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, si la diminution du volume global de l'emploi est causée par la perte de subventions émanant de pouvoirs publics ou par un cas fortuit.

**Art. 4.** Sont compris dans le champ d'application du présent décret, moyennant l'adoption d'un accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne, les employeurs du secteur de l'enseignement tels que définis par ledit accord.

Les employeurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent bénéficier de l'aide visée à l'article 14 aux conditions suivantes :

1° octroyer aux travailleurs une rémunération au moins égale à celle octroyée à un agent temporaire occupé par ces employeurs, pour la même fonction ou une fonction analogue, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres allocations et avantages applicables chez ces employeurs;

2° respecter les dispositions relatives à la Convention de premier emploi visées au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sont compris dans le champ d'application du présent décret :

1° les employeurs du secteur marchand qui relèvent des secteurs industriel, artisanal, du tourisme, du commerce, des services, de l'agriculture, de la pisciculture, de l'horticulture et de la sylviculture;

2° les universités, hautes écoles, écoles supérieures des arts et écoles d'architecture qui initient un processus de création de produits ou de services en vue de valoriser des recherches.

§ 2. Dans le respect des règles européennes régissant les aides sectorielles, sont exclus du champ d'application les employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, qui exercent des activités qui relèvent :

1° du secteur des banques et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier, reprises aux classes 65.11 à 70.32 de la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de statistiques (deuxième édition 1998) dans un cadre européen harmonisé, imposée par le règlement (C.E.E.) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes, tel que modifié par le règlement (C.E.E.) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, ci-après dénommé le « code NACE BEL »;

2° du secteur de la production et de la distribution d'énergie et d'eau, à l'exception de la production d'énergies alternatives et renouvelables, reprises aux classes 10.10 à 10.30, 11.10, 12.00, 23.30, 40.10 à 40.30 et 41.00 du code NACE BEL;

3° du secteur de l'enseignement et de la formation, reprises aux classes 80.10 à 80.42 du code NACE BEL, ainsi que toute société dont l'activité est la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires quels qu'ils soient, à l'exception des employeurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°;

4° du secteur de la santé, reprises aux classes 85.11 à 85.32 du code NACE BEL, ainsi que les laboratoires d'analyses médicales, les maisons de repos ou homes pour personnes âgées et les professions de type paramédical telles que assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, imagerie médicale, kinésithérapie et physiothérapie, logopédie, orthèse, bandage et prothèse, optométrie et optique, orthoptie, podologie et prothèse dentaire;

5° du secteur des sports, des loisirs et de la culture, reprises aux classes 92.11 à 92.72 du code NACE BEL, à l'exception des parcs d'attraction, des villages de vacances et des exploitations de curiosités touristiques;

6° du secteur des professions libérales qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises selon les modalités définies par le Gouvernement;

7° du secteur des services aux particuliers, telles que les activités d'intermédiaires du commerce en gros visées aux classes 51.11 à 51.19 du code NACE BEL, du commerce de détail visées aux classes 50.10 à 50.50 et 52.11 à 52.74 du code NACE BEL, à l'exception des activités de production et de transformation;

8° du secteur de la grande distribution, à l'exception des centres de distribution;

9° des campings, restaurants, débits de boissons, cantines, visées aux classes 55.21 à 55.52 du code NACE BEL;

10° de la location de biens mobiliers, visées aux classes 71.10 à 71.40 du code NACE BEL;

11° des entreprises d'exploitation de parkings;

12° des agences de voyage, visées à la classe 63.30 du code NACE BEL;

13° du transport de passagers, régulier ou non, visées aux classes 60.21 à 60.23 du code NACE BEL;

14° des services personnels, visées aux classes 93.01 à 93.05 du code NACE BEL, et domestiques, visées à la classe 95.00 du code NACE BEL, ainsi que les garderies d'enfants;

15° des pensions pour animaux et tout ce qui a trait aux animaux de compagnie.

§ 3. Pour bénéficier de l'aide, l'employeur visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, doit :

1<sup>o</sup> être une personne physique ayant la qualité de commerçant ou une personne morale constituée sous la forme d'une société commerciale, d'un groupement européen d'intérêt économique ou d'un groupement d'intérêt économique, à l'exception des associations de communes et des régies communales autonomes;

2<sup>o</sup> avoir au moins un siège principal d'activités en région de langue française, à savoir le lieu disposant de moyens humains affectés en permanence et où se déroulent des activités récurrentes en rapport avec l'objet social et le secteur d'activités de l'employeur;

3<sup>o</sup> satisfaire aux obligations prévues :

a) par la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

b) par les législations et réglementations sociales, fiscales, environnementales et celles qui régissent l'exercice de son activité ou s'engager à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente;

c) par les dispositions relatives à la Convention de premier emploi visées au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

d) par les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

4<sup>o</sup> octroyer aux travailleurs, sans préjudice d'une rémunération conventionnelle, qui leur serait plus favorable, une rémunération au moins égale à celle fixée par les conventions collectives de travail conclues, selon le cas, au niveau interprofessionnel, sectoriel, sous-sectoriel ou au niveau de l'entreprise, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres avantages applicables chez ces employeurs;

5<sup>o</sup> être une petite ou une moyenne entreprise conformément aux critères suivants :

a) occuper moins de deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de Sécurité sociale;

b) avoir, soit un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 40 millions d'euros (1 613 596 000 francs belges), soit un total du bilan annuel n'excédant pas 27 millions d'euros (1 089 177 300 francs belges);

c) respecter le critère d'indépendance tel qu'il est défini au paragraphe 4;

6<sup>o</sup> à l'exception de l'entreprise en création, ne pas présenter :

a) au cours des deux exercices comptables précédant l'introduction de la demande d'aide, une perte d'exploitation excédant le montant des amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles ou incorporelles;

b) à la date de clôture de l'exercice comptable précédant l'introduction de la demande d'aide, un actif net réduit, par suite de pertes, à un montant inférieur à la moitié du capital social;

7<sup>o</sup> engager des demandeurs d'emploi inoccupés visés aux articles 7 à 9;

8<sup>o</sup> augmenter le niveau de l'emploi existant d'autant d'unités que de travailleurs faisant l'objet de l'aide, et ce, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de l'entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

§ 4. Est considérée comme indépendante l'entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition du paragraphe 3, 1<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>.

Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

1<sup>o</sup> si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

2<sup>o</sup> s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas à la définition de la petite ou moyenne entreprise.

§ 5. Est assimilé à une entreprise le groupement d'entreprises constitué par convention de partenariat, à condition que les critères visés au paragraphe 3, 5<sup>o</sup>, soient respectés dans le chef du groupement et que les critères visés aux paragraphes 3 et 4 soient respectés dans le chef de chacune des entreprises du groupement.

§ 6. Pour bénéficier de l'aide, l'employeur visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, doit :

1<sup>o</sup> être une université au sens de l'article 1<sup>er</sup> du décret du Conseil de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, une haute école au sens du décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, une école supérieure des arts au sens du décret du Parlement de la Communauté française du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts ou une école d'architecture au sens de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

2<sup>o</sup> avoir au moins un siège principal d'activités en région de langue française, à savoir le lieu disposant de moyens humains affectés en permanence et où se déroulent des activités récurrentes en rapport avec l'objet social et le secteur d'activités de l'employeur;

3<sup>o</sup> engager des demandeurs d'emploi inoccupés visés aux articles 7 à 9.

§ 7. On entend par :

1<sup>o</sup> « les sociétés publiques de participation » : les sociétés publiques d'investissement, à savoir la Société nationale d'investissement, la Société régionale d'investissement de Wallonie, la Gewestelijke investeringsmaatschappij voor Vlaanderen, la Société régionale d'investissement de Bruxelles-Capitale et leurs filiales;

2<sup>o</sup> « les sociétés de capital à risque » : les sociétés d'investissement qui mettent à la disposition d'entreprises des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi-fonds propres, et notamment sous la forme de participation ou d'emprunts subordonnés quel que soit le montant;

3<sup>o</sup> « les investisseurs institutionnels » : les banques, compagnies d'assurances et fonds de placement, à condition qu'ils ne détiennent pas plus de 49 % du capital social de l'entreprise visée à l'article 5, § 3, 1<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>;

4° « la convention de partenariat » : l'acte juridique par lequel plusieurs entreprises ou organismes d'aide aux entreprises mettent en commun leurs ressources productives, de recherche et développement, ainsi que leurs moyens humains et financiers, afin d'améliorer leur productivité.

**Art. 6.** Le Gouvernement peut étendre le champ d'application des articles 2 à 5 à d'autres employeurs. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération, soit le volume du chômage, soit les principes et objectifs du développement durable ou de la création d'emplois.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les exclusions visées à l'article 5, § 2. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération, soit le volume du chômage, soit les principes et objectifs du développement durable ou de la création d'emplois, soit les modifications qui seraient apportées à la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, soit les modifications qui seraient apportées aux règles européennes régissant les aides sectorielles en vertu de l'article 87 du traité C.E.

**Art. 7.** Les emplois visés par le présent décret peuvent être occupés par les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits, en tant que tels, auprès de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, à savoir :

1° les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

2° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

5° les chômeurs complets indemnisés visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

6° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle agréée par la Région wallonne;

7° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

8° les bénéficiaires de l'aide sociale financière qui sont :

a) soit inscrits dans le registre de la population;

b) soit autorisés au séjour de durée illimitée;

c) soit autorisés au séjour en application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, pour autant que la prolongation de séjour soit soumise à la condition d'occuper un emploi;

d) soit autorisés ou admis, en application des articles 9 ou 10 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, au séjour de durée déterminée, pour autant que la possibilité d'une autorisation de séjour pour une durée indéterminée soit expressément prévue;

9° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés et qui n'exercent aucune activité salariée;

10° les demandeurs d'emploi qui ne bénéficient pas d'allocations de chômage et qui n'exercent aucune activité salariée ou indépendante;

11° les demandeurs d'emploi qui ne bénéficient pas d'allocations de chômage et qui n'étaient pas inscrits en tant que tels parce qu'ils se sont consacrés à l'éducation de leurs enfants.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est appréciée la veille de l'entrée en vigueur de la décision visée à l'article 23 ou, en cas d'engagement ultérieur, la veille du jour où commence l'exécution du contrat de travail.

**Art. 8.** Les emplois visés par le présent décret peuvent également être occupés par les demandeurs d'emploi inoccupés considérés comme des personnes socialement précarisées, à savoir :

1° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, 9° à 11°, qui sont inscrites comme demandeurs d'emploi, sans interruption, depuis au moins vingt-quatre mois;

2° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, 9° à 11°, âgées de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois;

3° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins douze mois du minimum de moyens d'existence et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois;

4° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, âgées de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins six mois du minimum de moyens d'existence et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins six mois;

5° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins douze mois de l'aide sociale financière et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois;

6° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, âgées de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins six mois de l'aide sociale financière et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins six mois.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est appréciée la veille de l'entrée en vigueur de la décision visée à l'article 23 ou, en cas d'engagement ultérieur, la veille du jour où commence l'exécution du contrat de travail.

**Art. 9.** Les emplois visés par le présent décret peuvent également être occupés par les demandeurs d'emploi inoccupés considérés comme difficilement insérables dans le marché du travail, à savoir :

1° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, 9° à 11°, qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi, depuis au moins quarante-huit mois;

2° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, 9° à 11°, âgées de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi, depuis au moins vingt-quatre mois;

3° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins vingt-quatre mois du minimum de moyens d'existence et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi, depuis au moins vingt-quatre mois;

4° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, âgées de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins douze mois du minimum de moyens d'existence et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi, depuis au moins douze mois;

5° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins vingt-quatre mois de l'aide sociale financière et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi, depuis au moins vingt-quatre mois;

6° les personnes visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, âgées de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans qui bénéficient, sans interruption, depuis au moins douze mois de l'aide sociale financière et qui sont inscrites, sans interruption, comme demandeurs d'emploi, depuis au moins douze mois.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est appréciée la veille de l'entrée en vigueur de la décision visée à l'article 23 ou, en cas d'engagement ultérieur, la veille du jour où commence l'exécution du contrat de travail.

**Art. 10.** Pour l'application des articles 8 et 9, les périodes suivantes sont réputées non interruptives et assimilées à des périodes d'inscription comme demandeur d'emploi :

1° les périodes de travail couvertes par une convention de premier emploi ou par un contrat de premier emploi en alternance;

2° les périodes au cours desquelles le demandeur d'emploi est lié par un contrat de travail, totalisant au maximum six mois;

3° les périodes d'occupation dans un programme de transition professionnelle;

4° les périodes d'occupation dans un poste de travail reconnu en application de l'arrêté royal du 8 août 1997 d'exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, *m.*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée;

5° les périodes de stage ou de formation par le travail effectuées dans un organisme agréé d'insertion socioprofessionnelle ou une entreprise de formation par le travail agréée, à l'exclusion des périodes prestées dans les liens d'un contrat de travail;

6° les périodes d'occupation dans le cadre du présent décret;

7° les périodes pendant lesquelles les personnes visées à l'article 7, 11°, n'étaient pas inscrites comme demandeurs d'emploi pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants.

**Art. 11.** Pour l'application des articles 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 6°, et 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 6°, les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale ne sont pas considérées comme interruptions et sont assimilées aux périodes d'inscription comme demandeur d'emploi et de bénéfice du minimum de moyens d'existence ou de l'aide sociale financière.

**Art. 12.** Les personnes qui, la veille de leur transfert dans le cadre du présent décret d'un des programmes de remise au travail visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, étaient occupées dans les liens d'un contrat de travail sont assimilées, à condition qu'elles restent occupées par les mêmes employeurs, aux demandeurs d'emploi inoccupés visés aux articles 7 à 9 en tenant compte de la durée de leur occupation dans un de ces programmes pour le calcul de la durée d'inscription comme demandeurs d'emploi.

**Art. 13.** Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de demandeurs d'emploi inoccupés visées aux articles 7 à 9 ainsi que les périodes réputées non interruptives, celles assimilées à des périodes d'inscription comme demandeurs d'emploi, de bénéfice du minimum de moyens d'existence ou de l'aide sociale financière, visées aux articles 10 et 11. Dans ce cas, sa décision motivée prend en considération, soit l'évolution structurelle du chômage, soit les secteurs d'activités concernés, soit la réglementation européenne, soit les modifications apportées à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Le Gouvernement détermine le modèle d'attestation permettant de certifier que les demandeurs d'emploi inoccupés sont dans les conditions visées aux articles 7 à 9, compte tenu des articles 10 et 11 ainsi que les modalités de délivrance et de validité de celle-ci.

#### CHAPITRE II. — Modalités d'octroi et liquidation de l'aide

**Art. 14.** L'occupation dans le cadre du présent décret peut donner lieu, compte tenu des limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, par décret, pour chaque catégorie d'employeurs visée aux articles 2 à 5, à l'octroi, à ces employeurs, d'une aide annuelle visant à subsidier des postes de travail sous forme de points.

##### Section 1<sup>re</sup>. — Les pouvoirs locaux

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. - Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à chacun des bénéficiaires visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, en fonction des critères suivants :

1° le nombre d'habitants, à savoir le nombre de personnes inscrites aux registres de la population, tel qu'il résulte des chiffres officiels de la population détenus par l'Institut national de statistiques;

2° le nombre de chômeurs complets indemnisés, à savoir le nombre de chômeurs complets indemnisés, tel qu'il figure dans les documents détenus par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi. Ce nombre comprend les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire. Il ne comprend pas les chômeurs âgés remplissant les conditions prévues par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

3° le nombre d'agents, à savoir le nombre d'agents calculé en équivalent temps plein sur base annuelle, tel qu'il figure dans les documents détenus par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;

4° le kilométrage de voirie communale, à savoir le nombre de kilomètres de voirie communale de petite vicinalité et de grande communication, tel qu'il figure dans les documents détenus par les services techniques provinciaux;

5° le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence et de l'aide sociale, à savoir le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence au sens de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de bénéficiaires de l'aide sociale, équivalant au minimum de moyens d'existence, au sens de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, tel qu'il figure dans les documents détenus par la Direction générale de l'action sociale et de la santé du Ministère de la Région wallonne;

6° le nombre de travailleurs sociaux, à savoir le nombre d'assistants sociaux et de personnes assimilées visés par le Fonds spécial de l'aide sociale, tel qu'il figure dans les documents détenus par la Direction générale de l'action sociale et de la santé du Ministère de la Région wallonne;

7° le nombre de repas servis à domicile, à savoir le nombre de repas servis, soit par un service du centre public d'aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le centre public d'aide sociale a conclu une convention écrite, tel qu'il figure dans les documents détenus par la Direction générale de l'action sociale et de la santé du Ministère de la Région wallonne;

8° le nombre d'heures de travail prestées par les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées, à savoir le nombre d'heures prestées annuellement par les aides familiales et les aides seniors auprès des bénéficiaires des services du centre public d'aide sociale ou des services privés ou publics avec lesquels le centre public d'aide sociale a conclu une convention écrite, tel qu'il figure dans les documents détenus par la Direction générale de l'action sociale et de la santé du Ministère de la Région wallonne;

9° le nombre de lits dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soins, à savoir le nombre de lits de maisons de repos pour personnes âgées ou de maisons de repos et de soins, gérées par les centres publics d'aide sociale, les communes et les associations de communes, tel qu'il figure dans les documents détenus par la Direction générale de l'action sociale et de la santé du Ministère de la Région wallonne;

10° le nombre de places dans les services d'accueil de la petite enfance, à savoir le nombre de places situées dans les maisons communales d'accueil de la petite enfance ainsi que dans les crèches gérées par les communes, les provinces, les associations de communes et les centres publics d'aide sociale, tel qu'il résulte des documents détenus par l'Office de la naissance et de l'enfance;

11° la mise en œuvre de plans sociaux intégrés et de contrats de prévention et de sécurité, à savoir la mise en œuvre par les communes des plans sociaux intégrés et des contrats de prévention et de sécurité, en tenant compte du rapport entre le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence et de l'aide sociale de chaque commune concernée par les plans sociaux intégrés et les contrats de prévention et de sécurité et le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence et de l'aide sociale de l'ensemble des communes concernées par les plans sociaux intégrés et les contrats de sécurité, calculés conformément au point 5° ci-dessus;

12° l'adhésion au Plan communal pour l'emploi, à savoir la mise en place de plans communaux pour l'emploi par les communes, en tenant compte du rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés de chaque commune concernée par les plans communaux pour l'emploi et le nombre de chômeurs complets indemnisés de l'ensemble des communes concernées par les plans communaux pour l'emploi, calculés conformément au point 2° ci-dessous.

Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à chaque commune, visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, en fonction des critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4° et 6° à 12°.

Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à chaque centre public d'aide sociale, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, en fonction des critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, 5°, 6°, 7°, 9° et 10°.

Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à chaque intercommunale, visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, en fonction des critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 7°, 8°, 9° et 10°.

Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à chaque province, visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, en fonction du critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°.

§ 2. Le nombre de points maximum par critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 12°, s'établit pour les employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, en se référant, pour chacun de ces critères, aux pourcentages du nombre de points maximum attribués pour l'ensemble des employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, déduction faite des points attribués en vertu du paragraphe 4, déterminés comme suit :

- 1° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, en ce qui concerne les communes : 11,8204 %;
- 2° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, en ce qui concerne les communes : 26,7813 %;
- 3° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, en ce qui concerne les communes, les centres publics d'aide sociale et les provinces : 13,6863 %;
- 4° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, en ce qui concerne les communes : 8,8849 %;
- 5° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, en ce qui concerne les centres publics d'aide sociale : 6,0422 %;
- 6° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, en ce qui concerne les communes et les centres publics d'aide sociale : 6,0422 %;
- 7° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 7°, en ce qui concerne les communes, les associations de communes et les centres publics d'aide sociale : 3,3245 %;
- 8° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 8°, en ce qui concerne les communes, les associations de communes et les centres publics d'aide sociale : 9,8201 %;
- 9° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 9°, en ce qui concerne les communes, les associations de communes et les centres publics d'aide sociale : 1,5109 %;
- 10° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 10°, en ce qui concerne les communes, les associations de communes et les centres publics d'aide sociale : 1,5109 %;
- 11° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 11°, en ce qui concerne les communes : 1,5109 %;
- 12° pour le critère visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 12°, en ce qui concerne les communes : 9,0654 %.

§ 3. Le Gouvernement révisé :

1° les nombres de points attribués aux communes et aux centres publics d'aide sociale, conformément aux critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, compte tenu des derniers documents disponibles, tous les deux ans à dater de la notification des décisions visées à l'article 23;

2° les nombres de points attribués aux associations de communes et aux provinces, conformément aux critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, compte tenu des derniers documents disponibles, tous les six ans à dater de la notification des décisions visées à l'article 23.

Le Gouvernement communique aux provinces, communes et aux centres publics d'aide sociale, sept mois avant leur attribution, le nombre de points dont ils bénéficieront.

§ 4. Le Gouvernement détermine les nombres de points complémentaires attribués aux provinces, communes, associations de communes et centres publics d'aide sociale, en fonction :

- 1° de la survenance de calamités naturelles;
- 2° de besoins exceptionnels et temporaires en personnel;
- 3° de besoins spécifiques;
- 4° de la survenance de naissances multiples dans leur ressort. Il détermine également ce qu'il y a lieu d'entendre par naissances multiples.

§ 5. Le Gouvernement détermine le nombre de points complémentaires attribués aux communes et aux associations de communes qui gèrent un ou plusieurs parcs à conteneurs.

§ 6. Le Gouvernement détermine un nombre global de points destiné à combler la différence qui pourrait exister, dans le chef de certaines communes et de certains centres publics d'aide sociale, entre le nombre de points qu'ils auraient obtenus, compte tenu des critères du paragraphe 1<sup>er</sup>, et le nombre de points dont ils doivent bénéficier compte tenu de l'article 44.

§ 7. Le Gouvernement détermine le nombre de points maximum par poste de travail que les employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, peuvent utiliser, en fonction des critères suivants :

1° l'appartenance du travailleur qui occupe le poste à l'une des catégories de demandeurs d'emploi inoccupés visées aux articles 7 à 9 du décret;

2° les qualifications des travailleurs exerçant la même fonction ou une fonction analogue à celle des membres des services du Gouvernement équivalant aux niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4 selon les diplômes, certificats ou brevets qu'ils détiennent et conformément à l'annexe I à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

Le Gouvernement détermine la liste des fonctions et les équivalences de celles-ci avec les fonctions déterminées par les conventions ou la réglementation applicables à ces employeurs.

#### *Section 2. — Les pouvoirs publics régionaux et communautaires*

**Art. 16.** Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à chacun des employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°.

Néanmoins, le nombre de points que peuvent utiliser les employeurs qui occupaient des travailleurs dans le cadre du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 est fixé, par poste de travail, à deux points.

Le Gouvernement détermine le nombre de points maximum par poste de travail que les employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, peuvent utiliser, en fonction des critères suivants :

1° l'appartenance du travailleur qui occupe le poste à l'une des catégories de demandeurs d'emploi inoccupés visées aux articles 7 à 9 du décret;

2° les qualifications des travailleurs exerçant la même fonction ou une fonction analogue à celle des membres des services du Gouvernement, équivalant aux niveaux 1, 2+, 2, 3, et 4 selon les diplômes, certificats ou brevets qu'ils détiennent et conformément à l'annexe I à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

Le Gouvernement détermine la liste des fonctions et les équivalences de celles-ci avec les fonctions déterminées par les conventions ou la réglementation applicables à ces employeurs.

#### *Section 3. — Les employeurs du non marchand*

**Art. 17.** Le nombre de points maximum attribués à l'employeur est déterminé par le Gouvernement, pour les employeurs visés à l'article 3, en fonction, des critères suivants :

1° l'appartenance du travailleur qui occupe le poste à l'une des catégories de demandeurs d'emploi inoccupés visées aux articles 7 à 9 du décret;

2° les qualifications des travailleurs exerçant la même fonction ou une fonction analogue à celle des membres des services du Gouvernement équivalant, aux niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4, selon les diplômes, certificats ou brevets qu'ils détiennent et conformément à l'annexe I à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux;

3° l'expérience et l'ancienneté acquises par des membres de leur personnel dans la fonction exercée chez l'employeur;

4° la structure en termes de qualifications de son personnel;

5° l'évaluation globalement positive des projets existants;

6° les besoins de société prioritaires, stables et permanents;

7° l'intérêt des activités concernées en fonction des priorités sectorielles définies par le Gouvernement;

8° le caractère innovant des projets présentés;

9° la moyenne maximale par secteur des points à attribuer par travailleur déterminée annuellement par le Gouvernement;

10° les activités pour lesquelles des tiers utilisateurs paient une rétribution aux employeurs;

11° la proposition d'une association sans but lucratif, qui renonce à l'utilisation d'une partie de ses points, de réaffecter ceux-ci à un employeur du même secteur, tel que déterminé en vertu de l'article 20, alinéa 2.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, l'employeur visé à l'article 3 continue de bénéficier, en cas de remplacement, en cours de décision et durant la période située entre deux évaluations, d'un travailleur par un autre travailleur qui ne relève pas des mêmes catégories, d'un nombre de points, pour ce remplaçant, égal à celui dont il bénéficiait pour le travailleur qu'il remplace.

Le Gouvernement détermine le nombre de points maximum par poste de travail que les employeurs visés à l'article 3 peuvent utiliser, en fonction des critères suivants :

1° l'appartenance du travailleur qui occupe le poste à l'une des catégories de demandeurs d'emploi inoccupés visées aux articles 7 à 9 du décret;

2° les qualifications des travailleurs exerçant la même fonction ou une fonction analogue à celle des membres des services du Gouvernement équivalant aux niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4 selon les diplômes, certificats ou brevets qu'ils détiennent et conformément à l'annexe I à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

Néanmoins, les employeurs visés à l'article 3 qui occupent des travailleurs concernés peuvent affecter un minimum de six points pour les postes occupés par des travailleurs concernés par le Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant.

Le Gouvernement détermine la liste des fonctions et les équivalences de celles-ci avec les fonctions déterminées par les conventions ou la réglementation applicables à ces employeurs.

*Section 4. — Les établissements d'enseignement*

**Art. 18.** Le Gouvernement détermine le nombre de points maximum attribués à chacun des employeurs visés à l'article 4, compte tenu des répartitions déterminées en vertu de l'accord de coopération visé à l'article 4.

Le Gouvernement détermine le nombre de points maximum par poste de travail que les employeurs visés à l'article 4 peuvent utiliser, en fonction des critères suivants :

1° l'appartenance du travailleur qui occupe le poste à l'une des catégories de demandeurs d'emploi inoccupés visées aux articles 7 à 9 du décret;

2° les qualifications des travailleurs exerçant la même fonction ou une fonction analogue à celle d'autres membres du personnel de ces employeurs.

Le Gouvernement détermine la liste des fonctions et les équivalences de celles-ci avec les fonctions déterminées par les conventions ou la réglementation applicables à ces employeurs.

*Section 5. — Les petites et moyennes entreprises*

**Art. 19.** Compte tenu d'une limitation du nombre de points à soixante points par employeur, le Gouvernement détermine le nombre de points maximum attribués à chacun des employeurs visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1°, en fonction des critères suivants :

1° la taille de l'entreprise;

2° la localisation du siège principal d'activités en zone de développement ou non;

3° les types de fonctions demandées devant répondre aux politiques régionales instaurées en vue :

a) de la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie, de l'économie de matières premières et de la protection de l'environnement, notamment par l'incitation au respect de normes plus rigoureuses que celles imposées par l'Union européenne;

b) du respect de normes de qualité plus rigoureuses que celles imposées par l'Union européenne;

c) de l'organisation et de la participation à des foires, salons et missions commerciales;

d) de la mise au point ou de l'amélioration significative au plan technologique de produits, procédés ou services;

e) de la mise en oeuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication;

f) de l'assistance à l'intégration et au développement des filières qui valorisent les productions wallonnes, notamment par la recherche de partenaires susceptibles d'être impliqués dans un processus d'exploitation de ces productions;

g) de la mise en place d'un système de tutorat de jeunes travailleurs;

h) de la consolidation de l'entreprise par l'amélioration de son management.

Le Gouvernement détermine le nombre de points maximum attribués à chacun des employeurs visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, en fonction de l'intérêt du processus de création de produits ou de services en vue de valoriser des recherches.

Le Gouvernement détermine le nombre de points maximum que les employeurs, visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, peuvent utiliser par poste de travail en fonction des critères suivants :

1° l'appartenance du travailleur qui occupe le poste à l'une des catégories de demandeurs d'emploi inoccupés visées aux articles 7 à 9 du décret;

2° les qualifications des travailleurs exerçant la même fonction ou une fonction analogue à celle des membres des services du Gouvernement, équivalant aux niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4 selon les diplômes, certificats ou brevets qu'ils détiennent et conformément à l'annexe I à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

Le Gouvernement détermine la liste des fonctions ainsi que les équivalences de celles-ci avec les fonctions déterminées par les conventions applicables à ces employeurs.

L'aide correspondant au nombre de points attribués par travailleur ne peut être supérieure à 80 % du coût effectivement supporté par l'employeur pour celui-ci, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'employeur.

*Section 6. — Octroi et liquidation*

**Art. 20.** Le Gouvernement peut déterminer, en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 3, ce qu'il y a lieu d'entendre par secteurs dans lesquels ils exercent leurs activités.

Il détermine également le nombre de points maximum par secteur et la moyenne maximale de points par travailleur et par secteur.

Néanmoins, en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 3 qui occupent des travailleurs concernés par le Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant, le nombre de points minimum par secteur est de 1 354 points et la moyenne maximale de points par travailleur et par secteur est de 6 points.

**Art. 21.** Un point vaut 2.541 euros et les employeurs peuvent bénéficier par année et par travailleur équivalent temps plein d'un maximum de douze points.

Le Gouvernement peut augmenter la valeur d'un point ainsi que le nombre de points maximum qui peuvent être attribués par travailleur équivalent temps plein.

La valeur d'un point est indexée annuellement en multipliant la valeur du point visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antérieure.

Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires déterminée annuellement par le Conseil régional wallon.

En aucun cas, l'aide correspondant au nombre de points attribués par travailleur ne peut être supérieure au coût effectivement supporté par l'employeur pour celui-ci, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'employeur.



L'aide octroyée aux employeurs visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, doit respecter les règles de cumul d'aides à finalités identiques ainsi que les règles à finalités différentes imposées par la Commission européenne.

Les employeurs visés aux articles 2, 3 et 4, bénéficient des dispenses de paiement des cotisations patronales de sécurité sociale conformément à l'article 99 du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 et à l'article 7 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Les communes et les centres publics d'aide sociale peuvent céder les points qui leur sont attribués entre eux.

Les communes et les centres publics d'aide sociale peuvent céder les points qui leur sont attribués :

- 1° aux associations de communes dont ils sont membres;
- 2° aux associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale dont ils sont membres;
- 3° aux régies communales autonomes qu'elles ont créées;
- 4° aux zones de police;
- 5° aux employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°.

Les communes et les centres publics d'aide sociale ne peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, que lorsque les pouvoirs publics sont prépondérants dans le conseil d'administration de ces employeurs.

Il y a lieu de considérer que les pouvoirs publics sont prépondérants lorsqu'au moins 51 % des membres du conseil d'administration, ou la moitié s'il s'agit d'associations culturelles ou d'associations créées à l'initiative des centres publics d'aide sociale, sont des représentants désignés par les communes et les centres publics d'aide sociale.

Les communes et les centres publics d'aide sociale peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°.

§ 2. Les provinces peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°.

Les provinces ne peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, que lorsque les pouvoirs publics sont prépondérants dans le conseil d'administration de ces employeurs.

Il y a lieu de considérer que les pouvoirs publics sont prépondérants lorsqu'au moins 51 % des membres du conseil d'administration, ou la moitié s'il s'agit d'associations culturelles ou d'associations créées à l'initiative des centres publics d'aide sociale, sont des représentants désignés par les provinces.

**Art. 23.** Les employeurs bénéficient de l'aide sur la base d'une décision d'octroi à durée déterminée ou indéterminée.

Le Gouvernement fixe la durée des décisions à durée déterminée.

**Art. 24.** L'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi est chargé de liquider l'aide visée à l'article 14 en faveur des employeurs qui ont bénéficié d'une décision.

L'aide est liquidée sur la base d'une occupation à temps plein pendant un an selon les règles en vigueur chez l'employeur. Elle est calculée proportionnellement à l'occupation effective des travailleurs compte tenu des modalités visées ci-après.

La liquidation de l'aide est opérée en ne tenant compte que des régimes de travail à temps partiel à mi-temps, 2/3 temps, 3/4 temps, 4/5 temps ou à temps plein.

En ce qui concerne les travailleurs dont le régime de travail est supérieur à un mi-temps mais inférieur à un 2/3 temps, l'aide correspond à celle octroyée à un mi-temps.

En ce qui concerne les travailleurs dont le régime de travail est supérieur à un 2/3 temps mais inférieur à un 3/4 temps, l'aide correspond à celle octroyée à un 2/3 temps.

En ce qui concerne les travailleurs dont le régime de travail est supérieur à un 3/4 temps mais inférieur à un 4/5 temps, l'aide correspond à celle octroyée à un 3/4 temps.

En ce qui concerne les travailleurs dont le régime de travail est supérieur à un 4/5 temps mais inférieur à un temps plein, l'aide correspond à celle octroyée à un 4/5 temps.

Néanmoins, pour les contrats à temps partiel des travailleurs qui remplacent d'autres travailleurs qui bénéficient des dispositions de la loi du 22 janvier 1985 relative à l'interruption de la carrière professionnelle ou des dispositions de la convention collective de travail n° 77 relative au crédit-temps approuvée par l'arrêté royal du 23 mars 2001, l'aide peut également correspondre à un cinquième temps, à un quart temps ou à un tiers temps.

Les modalités de versement de l'aide sont déterminées par le Gouvernement.

#### CHAPITRE III. — *Commission interministérielle*

**Art. 25.** Il est instauré une commission interministérielle, ci-après dénommée « commission », chargée de :

- 1° remettre d'initiative ou sur demande tout avis sur l'exécution du décret;
- 2° proposer au moins annuellement et par secteur le nombre de points à affecter;
- 3° proposer, pour les employeurs visés à l'article 3, annuellement, la moyenne maximale des points à attribuer par travailleur;
- 4° proposer annuellement la valeur d'un point;
- 5° remettre un avis préalable à toute sanction prise en vertu de l'article 33 du décret;
- 6° examiner et valider le rapport fourni, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, par la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 26.** La commission est composée :

- 1° d'un représentant de la Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions qui la préside;
- 2° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement;
- 3° d'un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement;
- 4° d'un représentant du Ministre du Gouvernement qui a le Budget dans ses attributions, sauf s'il possède le titre de vice-président, qui siège avec voix consultative;
- 5° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française qui siège avec voix délibérative lorsqu'il est concerné en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- 6° d'un représentant de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi qui siège, dans le cadre de la mission visée à l'article 25, 5°, avec voix consultative.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Les membres visés à l'article 26, 1° à 4° et 6°, sont désignés par le Gouvernement.

Le membre visé à l'article 26, 5°, est désigné par le Gouvernement de la Communauté française.

Les membres sont désignés pour une période de cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

§ 2. La commission se réunit au minimum six fois par an sur convocation de son président.

§ 3. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement peut modifier la composition de la commission et la durée des mandats des membres compte tenu :

- 1° des changements intervenus au niveau de la répartition des compétences entre les Ministres;
- 2° de l'attribution des titres de vice-président entre les membres du Gouvernement;
- 3° du changement des règles de son fonctionnement.

#### CHAPITRE IV. — *Obligations des employeurs*

**Art. 28.** Les travailleurs exécutent leurs prestations sous l'autorité de l'employeur qui les occupe et les rémunère.

Pour pouvoir bénéficier de l'aide visée à l'article 14, les employeurs doivent engager les travailleurs dans les liens d'un contrat de travail; celui-ci est conclu à temps plein ou à temps partiel égal au moins à un mi-temps, pour une durée déterminée, indéterminée ou en vue d'un remplacement, et est conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Pour les travailleurs à temps partiel qui remplacent des travailleurs ou des agents qui bénéficient des dispositions de la loi du 22 janvier 1985 relative à l'interruption de la carrière professionnelle ou de la convention collective de travail n° 77 relative au crédit-temps approuvée par l'arrêté royal du 23 mars 2001, le régime de travail peut également correspondre à un cinquième temps.

**Art. 29.** Si, lors de l'entrée en vigueur du présent décret, la rémunération conventionnelle des travailleurs occupés dans le cadre des programmes de remise au travail visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est supérieure à celle qu'ils devaient obtenir en vertu des dispositions légales ou conventionnelles applicables à leurs employeurs, les intéressés continuent à bénéficier, après l'entrée en vigueur du présent décret, de la rémunération la plus élevée jusqu'au moment où ils atteignent, compte tenu de leur ancienneté, le même niveau de rémunération que celui prévu par les dispositions légales ou conventionnelles.

**Art. 30.** Les services effectifs que les travailleurs ont prestés, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987, sans qu'il y ait eu une interruption supérieure à un mois, dans le cadre des programmes de remise au travail visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, sont admissibles pour l'octroi des augmentations barémiques.

**Art. 31.** Les engagements des travailleurs peuvent être réalisés dès la notification de la décision mais obligatoirement au plus tard dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification de la décision, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

Sauf dispositions légales ou réglementaires imposant un délai de remplacement plus court, en cas de remplacement, les travailleurs doivent être engagés dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de fin d'occupation des travailleurs qu'ils remplacent.

Tout engagement réalisé au-delà de ces délais ne peut donner lieu à l'octroi de l'aide pour le travailleur concerné.

#### CHAPITRE V. — *Procédure*

**Art. 32.** L'employeur introduit sa demande d'aide selon les formes et les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine la procédure, les modalités d'instruction et d'évaluation des demandes par les services qu'il désigne.

Le Gouvernement prend les décisions à l'égard des demandes selon les modalités qu'il détermine et, en tout cas, en requérant, en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 3, le ou les avis du ou des membres compétents des Gouvernements concernés.

L'évaluation des décisions est pratiquée, notamment selon les critères suivants :

- 1° l'ancienneté des postes de travail;
- 2° l'expérience et l'ancienneté contractuelle que les travailleurs ont acquises auprès de l'employeur;
- 3° la structure en termes de qualifications du personnel;
- 4° les besoins de société prioritaires, stables et permanents;
- 5° l'intérêt des activités concernées en fonction des priorités sectorielles;
- 6° le caractère innovant des projets;
- 7° la moyenne maximale par secteur des points à attribuer par travailleur déterminée annuellement par le Gouvernement;
- 8° les activités pour lesquelles des tiers utilisateurs paient une rétribution aux employeurs;
- 9° les capacités financières des employeurs;

10° les rapports annuels d'exécution de la décision d'octroi;

11° l'organisation d'une formation régulière et continue;

12° la comptabilité régulièrement tenue;

13° le rapport du réviseur d'entreprise ou d'un expert comptable ou d'un consultant agréé par la Région wallonne lorsque le chiffre d'affaire, déduction faite des subventions de pouvoirs publics de l'employeur, est d'au moins 247.893,52 euros ou du collège des commissaires aux comptes lorsque ce chiffre est inférieur à 247.893,52 euros.

#### CHAPITRE VI. — *Contrôle et sanctions*

**Art. 33.** En cas de non-respect des obligations édictées par ou en vertu du présent décret, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

1° suspendre tout ou partie de l'aide pendant un délai permettant à l'employeur de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° rapporter tout ou partie de l'aide proportionnellement aux infractions constatées;

3° retirer la décision d'octroi de l'aide;

4° retirer la décision d'octroi de l'aide et demander le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Le Gouvernement fixe la procédure de récupération de l'aide indûment versée.

**Art. 34.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié par le décret du 6 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Les agents assermentés de niveau 1 de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne désignés par le Gouvernement sont chargés de surveiller, de rechercher et de constater les infractions aux législations et réglementations suivantes :

1° le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi, ou de personnes assimilées par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et de ses arrêtés d'exécution;

2° le décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire ainsi que ses arrêtés d'exécution;

3° l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants;

4° l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>, ainsi que ses arrêtés d'exécution;

5° le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant ainsi que ses arrêtés d'exécution;

6° le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ainsi que ses arrêtés d'exécution. »

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 35.** L'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, confirmé par la loi du 6 décembre 1984, modifié par l'arrêté royal n° 496 du 31 décembre 1986 et par le décret du Conseil régional wallon du 1<sup>er</sup> avril 1999, est abrogé.

**Art. 36.** Les articles 4, §§ 1<sup>er</sup> et 3, 6 et 8, de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, modifiés par l'arrêté royal n° 511 du 11 mars 1987, sont abrogés.

**Art. 37.** Les articles 95, 96 et 98 du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifiés par les lois des 20 juillet 1991 et 22 juillet 1993, sont abrogés.

**Art. 38.** Le décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par les décrets du 19 mai 1994 et du 1<sup>er</sup> avril 1999, est abrogé.

**Art. 39.** Le décret du Conseil régional wallon du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises, modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> avril 1999 et 6 mai 1999, est abrogé.

**Art. 40.** Le décret du Conseil régional wallon du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> avril 1999 et 6 mai 1999, est abrogé.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

**Art. 41.** Les conventions déterminant les nombres de points dont disposent les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, occupant des agents contractuels subventionnés, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2002.

Le Gouvernement peut résilier ces conventions anticipativement, compte tenu de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 42.** En ce qui concerne les communes et les centres publics d'aide sociale, le nombre de points attribués à ceux-ci, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2002, est calculé, jusqu'au 31 décembre 2005, selon les modalités de l'article 18 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels.

Si le nombre de points calculé en fonction des critères de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, est inférieur au nombre de points attribués en fonction de l'alinéa 1<sup>er</sup>, ces communes et centres publics d'aide sociale gardent le nombre de points le plus favorable.

**Art. 43.** Pour pouvoir bénéficier de l'aide visée à l'article 14, les employeurs visés à l'article 3 qui relèvent des secteurs ci-après déterminés appliquent, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 2001, à leurs travailleurs les dispositions des conventions collectives de travail conclues au sein des commissions paritaires concernées ainsi que l'harmonisation barémique progressive par référence à la convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire n° 305.1.

Ces secteurs sont les suivants :

- 1° le secteur des services d'aide aux familles et aux personnes âgées;
- 2° le secteur de l'accueil et de l'hébergement de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, en abrégé « AWIPH »;
- 3° le secteur de l'aide à la vie journalière de l'AWIPH;
- 4° le secteur de l'aide précoce de l'AWIPH;
- 5° le secteur de l'accompagnement de l'AWIPH;
- 6° le secteur du travail adapté de l'AWIPH;
- 7° le secteur de la formation professionnelle de l'AWIPH;
- 8° le secteur des services de santé mentale;
- 9° le secteur des centres de planning;
- 10° le secteur des centres régionaux d'intégration;
- 11° le secteur des centres d'accueil pour adultes;
- 12° le secteur des maisons maternelles;
- 13° le secteur des centres de service social;
- 14° le secteur des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;
- 15° le secteur des missions régionales pour l'emploi;
- 16° le secteur de l'aide aux justiciables;
- 17° les centres de coordination de soins et services à domicile.

**Art. 44.** En ce qui concerne les employeurs qui ont occupé des travailleurs, avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, dans le cadre des programmes de remise au travail visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et à l'exception de ceux visés à l'article 5, la valeur globale du nombre de points dont ils bénéficient est au moins égale, compte tenu de la valeur d'un point, aux aides dont ils bénéficiaient à la date de l'entrée en vigueur du présent décret, déduction faite des réductions et exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont ils pourraient bénéficier après l'entrée en vigueur du présent décret.

Néanmoins, la déduction des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale pour les travailleurs occupés dans le cadre du décret du Conseil régional wallon du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand n'est pas effectuée.

En ce qui concerne les employeurs qui occupaient des travailleurs dans le cadre du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, les aides susvisées sont augmentées, avant conversion en points, d'un montant forfaitaire de 446,20 euros par travailleur occupé.

En ce qui concerne les employeurs qui occupaient des travailleurs concernés par le Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant, le nombre de points après conversion par poste de travail est de minimum 6 points.

L'article 17 ne s'applique pas aux employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, qui occupaient des travailleurs, avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, dans le cadre des programmes de remise au travail visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et qui introduisent une demande de transfert dans le cadre du présent décret.

Le Gouvernement détermine, dans le respect des règles susvisées, le nombre maximum de points que ces employeurs affectent par poste de travail.

**Art. 45.** Les associations de fait qui ne poursuivent aucun but lucratif qui bénéficiaient des dispositions du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand ont un délai de six mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour transformer leur association de fait en association sans but lucratif ou en établissement d'utilité publique régis par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

A défaut, elles sont exclues du champ d'application du présent décret.

**Art. 46.** Les conventions conclues à durée indéterminée dans le cadre des dispositions du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 ou les décisions prises dans le cadre du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand sont résiliées, selon les modalités déterminées par le Gouvernement et au plus tard le 31 décembre 2003.

**Art. 47.** Les employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, ont un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour respecter la condition visée à l'article 3, § 2, 9°.

**Art. 48.** Le Gouvernement octroie aux employeurs visés à l'article 3 une indexation annuelle de 1,5 % du montant de l'aide visée à l'article 14 jusqu'au 31 décembre 2008, à dater du transfert dans le cadre du présent décret.

Cette durée est réduite proportionnellement au nombre de mois écoulés entre la date de transfert et le 31 décembre 2008.

**Art. 49.** Les travailleurs qui remplaçaient des travailleurs qui ont reçu un préavis de licenciement conformément à l'article 16 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand font bénéficier leurs employeurs des dispositions du présent décret.

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 50.** Le Gouvernement remet, annuellement, et, en tous cas avant le débat budgétaire, selon des modalités qu'il détermine, un rapport sur l'exécution du présent décret au Conseil régional wallon.

Il remet à la Commission européenne un rapport sur l'exécution du même décret en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 5.

**Art. 51.** Le présent décret cessera d'être en vigueur, en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 5, dix ans après la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

**Art. 52.** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur de chaque disposition du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil 289 (2001-2002) n<sup>os</sup> 1 à 104.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 17 avril 2002.*

*Discussion. — Vote.*

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1815

[C — 2002/27463]

**25 APRIL 2002.** — **Decreet betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorwerp en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Tegen de voorwaarden van dit decreet en binnen de perken van de specifieke begrotingskredieten die jaarlijks in het begrotingsdecreet vastgesteld worden voor elke werkgeverscategorie bedoeld in de artikelen 2 tot en met 5 kan de Regering bedoelde werkgevers een tegemoetkoming verlenen om de kosten van de bezoldiging en de sociale bijdragen die betrekking hebben op de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden geheel of gedeeltelijk te dekken.

**Art. 2.** § 1. Inbegrepen in het toepassingsgebied van dit decreet zijn de plaatselijke, de gewestelijke en de gemeenschapsoverheden, namelijk :

1° de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de autonome gemeentebedrijven, de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de politiezones;

2° de diensten van de Regering van het Waalse Gewest en de openbare instellingen die ervan afhangen;

3° de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de openbare instellingen die ervan afhankelijk zijn.

§ 2. De werkgevers bedoeld in paragraaf 1 kunnen in aanmerking komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14, tegen de volgende voorwaarden :

1° naleving van de bepalingen met betrekking tot de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

2° naleving van de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

§ 3. De werkgevers bedoeld in paragraaf 1, 1°, kunnen in aanmerking komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 op voorwaarde dat de globale werkgelegenheid op het referentiepeil wordt gehouden, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

§ 4. De provincies, gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoeld in paragraaf 1, 1°, kunnen in aanmerking komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 op voorwaarde dat de werknemers een bezoldiging toegekend wordt die gelijk is aan de bezoldiging die vastgelegd is bij beslissing van de bevoegde overheden na onderhandeling met de vakbonden op grond van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De werkgevers bedoeld in paragraaf 1, 2° en 3°, kunnen in aanmerking komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 op voorwaarde dat de werknemers een bezoldiging toegekend wordt die minstens gelijk is aan de bezoldiging die toegekend wordt aan de vastbenoemde personeelsleden die bij bedoelde werkgevers dezelfde of een gelijkwaardige functie bekleden, daarbij inbegrepen de loonsverhogingen, het vakantiegeld en de andere toelagen en voordelen die bij bedoelde werkgevers van toepassing zijn.

**Art. 3.** § 1. Inbegrepen in het toepassingsgebied van dit decreet zijn de werkgevers van de niet-commerciële sector, namelijk :

1° de verenigingen zonder winstgevend doel en de instellingen van openbaar nut die vallen onder de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° de instellingen met rechtspersoonlijkheid die geen winstoogmerk nastreven en die steun aan ondernemingen als doel hebben;

3° de openbare huisvestingmaatschappijen zoals bedoeld in de Waalse Huisvestingscode;

4° de agentschappen voor sociale huisvesting zoals bedoeld in de Waalse Huisvestingscode.

Onder niet-commerciële sector wordt de sector verstaan die activiteiten ontwikkelt die tegelijk :

1° van algemeen nut zijn;

2° geen enkel winstoogmerk nastreven;

3° aan behoeften voldoen waar anders slechts gedeeltelijk aan zou zijn tegemoetgekomen.

§ 2. Uitgesloten uit het toepassingsgebied zijn :

1° de werkgevers bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, voor hun activiteiten inzake beroepsopleiding, evenals voor hun activiteiten die gesubsidieerd worden in het kader van hun organieke of statutaire opdrachten behalve die opdrachten die de steun aan ondernemingen als doel hebben en die gesubsidieerd worden door een overheid of een openbare instelling die ervan afhankelijk is;

2° de werkgevers bedoeld in paragraaf 1 die geen hoofdzetel van activiteiten bezitten op het grondgebied van het Franse taalgebied, namelijk de plaats waar ze over permanent personeel beschikken en waar terugkerende activiteiten plaatsvinden die verband houden met het maatschappelijk doel en de branche waarin de werkgever actief is;

3° de werkgevers die hun wettelijke en regelgevende verplichtingen inzake tewerkstelling en sociale zekerheid niet nakomen en, meer bepaald, het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, de bepalingen betreffende de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid en de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

4° de werkgevers die geen bewijs leveren van hun bekwaamheid om de activiteiten van hun sector tot een goed einde te brengen en om de bezoldiging van de werknemers te betalen en de daarop betrekking hebbende sociale bijdragen te storten;

5° de werkgevers die een opeisbare schuld hebben jegens de Europese Unie, de staat, de Franse Gemeenschap, het Gewest of het FOREm, behalve indien ze volgens de modaliteiten bepaald door de Regering in aanmerking komen voor een afbetalingsplan dat behoorlijk nageleefd wordt;

6° de werkgevers die niet over de vergunningen, het materiaal en de lokalen die noodzakelijk zijn voor het vlotte verloop van de activiteiten beschikken;

7° de werkgevers bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, die geen boekhouding hebben die overeenstemt met het minimaal boekhoudplan van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

8° de werkgevers bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° die het onderwijs als maatschappelijk doel hebben;

9° de werkgevers bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, waarvan de raad van bestuur meer dan 25 % zetels telt die bezet worden door werknemers waarvoor zij in aanmerking komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14.

§ 3. De werkgevers bedoeld in paragraaf 1 kunnen in aanmerking komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14, tegen de volgende voorwaarden :

1° voor dezelfde werknemer geen andere overheidssubsidie(s) krijgen die samengeteld met de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 de globale kostprijs van de bezoldiging van de werknemer overschrijdt of overschrijden;

2° de werknemers, onverminderd een regelingsloon dat voor hen gunstiger zou zijn, een bezoldiging toekennen die minstens gelijk is aan de bezoldiging die is vastgelegd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten die al naargelang het geval op interprofessioneel, sectoraal, subsectoraal of ondernemingsniveau zijn afgesloten, daarbij inbegrepen de loonsverhogingen, het vakantiegeld en de andere voordelen die van toepassing zijn bij bedoelde werkgevers;

3° de globale werkgelegenheid op het referentiepeil houden, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Indien de werkgever een daartoe strekkend gemotiveerde aanvraag indient, kan de Regering afwijken van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, indien de globale werkgelegenheid in volume afneemt door het verlies van overheidssubsidies of door toeval.

**Art. 4.** Mits goedkeuring van een samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zijn de werkgevers van de onderwijssector zoals omschreven in bedoeld akkoord inbegrepen in het toepassingsgebied van dit decreet.

De werkgevers bedoeld in het eerste lid kunnen in aanmerking komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14, tegen de volgende voorwaarden :

1° toekenning aan de werknemers van een bezoldiging die minstens gelijk is aan de bezoldiging die toegekend wordt aan de tijdelijke personeelsleden die bij bedoelde werkgevers dezelfde of een gelijkwaardige functie bekleden, daarbij inbegrepen de loonsverhogingen, het vakantiegeld en de andere toelagen en voordelen die bij bedoelde werkgevers van toepassing zijn;

2° naleving van de bepalingen met betrekking tot de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid.

**Art. 5.** § 1. Inbegrepen in het toepassingsgebied van dit decreet zijn :

1° de werkgevers uit de commerciële sector die behoren tot de industrie, de ambachtelijke sector, het toerisme, de handel, de dienstverlening, de landbouw, de visteelt, de tuin- of bosbouw;

2° de universiteiten, hogescholen, kunsthogescholen en scholen voor architectuur die met het oog op de valorisering van het onderzoekswerk een aanzet geven tot productcreatie of dienstverlening.

§ 2. Mits naleving van de Europese regels met betrekking tot het sectorale steunbeleid worden de werkgevers bedoeld in paragraaf 1 van het toepassingsgebied uitgesloten indien ze activiteiten uitoefenen die vallen onder :

1° de bankensector en andere geldinstellingen, het verzekeringswezen en de vastgoedsector, vermeld in de klassen 65.11 tot en met 70.32 van de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (tweede editie 1998) in een eengemaakt Europees kader opgelegd door de verordening (E.E.G.) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap zoals gewijzigd door de verordening (E.E.G.) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, hierna « NACE BEL-code » genoemd;

2° de productie en distributie van energie en water, met uitzondering van de productie van alternatieve en hernieuwbare energie, vermeld in de klassen 10.10 tot en met 10.30, 11.10, 12.00, 23.30, 40.10 tot en met 40.30 en 41.00 van de NACE BEL-code;

3° de onderwijs- en vormingssector, vermeld in de klassen 80.10 tot en met 80.42 van de NACE BEL-code, evenals elke firma die als activiteit heeft het geven van vormingscursussen of het organiseren van seminars van welke aard ook, met uitzondering van de werkgevers bedoeld in de paragraaf 1, 2°;

4° de gezondheidszorg, vermeld in de klassen 85.11 tot en met 85.32 van de NACE BEL-code, evenals de laboratoria voor medische analyse, de rust- of bejaardentehuizen en de beroepen van het paramedische type zoals apothekersassistentie, audiologie, diëtetiek, ergotherapie, medische beeldvorming, kinesitherapie en fysiotherapie, logopedie, orthese, bandage en prothese, optometrie en optiek, orthopsie, podologie en tandprothese;

5° de sport-, recreatie- en cultuursector, vermeld in de klassen 92.11 tot en met 92.72 van de NACE BEL-code, met uitzondering van de pretparken, de vakantie dorpen en de uitbating van toeristische bezienswaardigheden;

6° de sector van de vrije beroepen die geen rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van kleine en middelgrote bedrijven volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

7° de sector van de dienstverlening aan particulieren zoals de bemiddelingsactiviteiten in de groothandel bedoeld in de klassen 51.11 tot en met 51.19 van de NACE BEL-code, in de kleinhandel bedoeld in de klassen 50.10 tot en met 50.50 en 52.11 tot en met 52.74 van de NACE BEL-code, met uitzondering van de productie- en verwerkingsactiviteiten;

8° de sector van de grootdistributie, met uitzondering van de distributiecentra;

9° campings, restaurants, dranksluiterijen, kantines bedoeld in de klassen 55.21 tot en met 55.52 van de NACE BEL-code;

10° de verhuur van onroerende goederen, bedoeld in de klassen 71.10 tot en met 71.40 van de NACE BEL-code;

11° parkeerbedrijven;

12° reisagentschappen, bedoeld in de klasse 63.30 van de NACE BEL-code;

13° het al dan niet regelmatig vervoer van reizigers, bedoeld in de klassen 60.21 tot en met 60.23 van de NACE BEL-code;

14° de dienstverlening aan personen, bedoeld in de klassen 93.01 tot en met 93.05 van de NACE BEL-code, evenals de kinderopvang;

15° dierenpensions en alles wat verband houdt met gezelschapsdieren.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de tegemoetkoming moet de in paragraaf 1, 1°, bedoelde werkgever :

1° een natuurlijke persoon zijn met de hoedanigheid van handelaar of een rechtspersoon die opgericht is onder de vorm van een handelsvennootschap, een Europees economisch samenwerkingsverband of een economisch samenwerkingsverband, met uitzondering van de verenigingen van gemeenten en de autonome gemeentebedrijven;

2° minstens één hoofdzetel van activiteiten in het Franse taalgebied hebben, namelijk de plaats waarover permanent personeel beschikt wordt en waar terugkerende activiteiten plaatsvinden die verband houden met het maatschappelijk doel en de branche waarin de werkgever actief is;

3° de verplichtingen naleven voorzien bij :

a) de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

b) de sociale, fiscale, milieuwet- en regelgeving en wet- en regelgeving over de uitoefening van diens activiteit of zich ertoe verbinden, al zijn verplichtingen na te komen binnen de door de bevoegde administratie vastgestelde termijn;

c) de bepalingen met betrekking tot de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

d) de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

4° de werknemers, onverminderd een regelingsloon dat voor hen gunstiger zou zijn, een bezoldiging toekennen die minstens gelijk is aan de bezoldiging die is vastgelegd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten die al naargelang het geval op interprofessioneel, sectoraal, subsectoraal of ondernemingsniveau zijn afgesloten, daarbij inbegrepen de loonsverhogingen, het vakantiegeld en de andere voordelen die van toepassing zijn bij bedoelde werkgevers;

5° een kleine of middelgrote onderneming zijn overeenkomstig volgende criteria :

a) minder dan tweehonderdvijftig werknemers die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in dienst hebben;

b) ofwel een jaarlijkse omzet hebben die 40 miljoen euro (1 613 596 000 Belgische frank) niet overschrijdt, ofwel een totaal op de jaarlijkse balans hebben die 27 miljoen euro (1 089 177 300 Belgische frank) niet overschrijdt;

c) het zelfstandigheids criterium zoals omschreven in paragraaf 4 naleven;

6° met uitzondering van de onderneming in de fase van de oprichting :

a) in de loop van de twee boekjaren die de indiening van de tegemoetkomingsaanvraag voorafgaan, geen exploitatieverlies lijden dat het bedrag van de afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa overschrijdt;

b) op de datum waarop het boekjaar voorafgaand aan de indiening van de tegemoetkomingsaanvraag afgesloten wordt, geen nettoactiva vertonen die door verlies verminderd zijn tot een bedrag dat lager is dan de helft van het maatschappelijk kapitaal;

7° niet-werkende werkzoekenden zoals bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 in dienst nemen;

8° de bestaande werkgelegenheid met evenveel eenheden verhogen als er werknemers zijn voor wie er steun gekregen wordt, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

De drempels inzake werkgelegenheid en financiële toestand worden berekend door de optelling van de gegevens van de onderneming en van alle ondernemingen waarvan eerstgenoemde onderneming rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht bezit.

§ 4. Als zelfstandig wordt de onderneming beschouwd die niet voor 25 % of meer van diens kapitaal of van diens stemrecht in handen is van een onderneming of, gezamenlijk, van meerdere ondernemingen die niet beantwoorden aan de begripsomschrijving uit paragraaf 3, 1° en 5°.

Die drempel mag in twee gevallen overschreden worden :

1° als de onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, maatschappijen met risicokapitaal of institutionele investeerders en op voorwaarde dat door hen noch een individuele, noch een gezamenlijke controle uitgeoefend wordt op de onderneming;

2° als uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en dat de onderneming verklaart dat ze wettig kan veronderstellen dat ze niet in handen is voor 25 % of meer van een onderneming of, gezamenlijk, van verscheidene ondernemingen die niet beantwoorden aan de begripsomschrijving van de kleine of middelgrote onderneming.

§ 5. Gelijkgesteld met een onderneming wordt de groepering van ondernemingen die opgericht is via een samenwerkingsverband, op voorwaarde dat de criteria bedoeld in paragraaf 3, 5°, nageleefd worden in de groepering en dat de criteria bedoeld in de paragrafen 3 en 4 nageleefd worden door elke onderneming die lid is van de groepering.

§ 6. Om in aanmerking te komen voor de tegemoetkoming, moet de werkgever bedoeld in paragraaf 1, 2° :

1° een universiteit zijn in de zin van artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, een hogeschool in de zin van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 5 september 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, een kunsthogeschool in de zin van het decreet van het Parlement van de Franse Gemeenschap van 20 december 2001 waarbij de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in kunsthogescholen zijn vastgesteld of een school voor architectuur in de zin van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs;

2° minstens één hoofdzetel van activiteiten in het Franse taalgebied hebben, namelijk de plaats waar over permanent personeel beschikt wordt en waar terugkerende activiteiten plaatsvinden die verband houden met het maatschappelijk doel en de branche waarin de werkgever actief is;

3° niet-werkende werkzoekenden zoals bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 in dienst nemen.

§ 7. Er wordt verstaan onder :

1° « de publiekrechtelijke participatiemaatschappijen » : de publiekrechtelijke investeringsmaatschappijen, namelijk de Nationale Investeringsmaatschappij, de « Société régionale d'investissement de la Wallonie », de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen, de Gewestelijke Investeringsmaatschappij Brussel en hun filialen;



2° « de maatschappijen met risicodragend kapitaal » : de investeringsmaatschappijen die middelen geïnvesteerd onder de vorm van eigen vermogen of semi-eigen vermogen, en meer bepaald onder de vorm van participaties of achtergestelde leningen, ongeacht het bedrag, ter beschikking stellen van ondernemingen;

3° « de institutionele investeerders » : de banken, verzekeringsmaatschappijen en beleggingsfondsen, op voorwaarde dat ze niet meer dan 49 % van het maatschappelijk kapitaal bedoeld in artikel 5, § 3, 1° en 5°, in handen hebben;

4° « het samenwerkingsverband » : de rechtshandeling waarbij meerdere ondernemingen of instellingen voor steun aan ondernemingen hun productie-, onderzoeks- en ontwikkelingsmiddelen samenleggen, evenals hun menselijke en financiële middelen, om hun productiviteit te verbeteren.

**Art. 6.** De Regering kan het toepassingsgebied van de artikelen 2 tot en met 5 uitbreiden naar andere werkgevers. In dat geval dient in diens gemotiveerde beslissing uitsluitend in overweging te worden genomen, ofwel het werkloosheidscijfer, ofwel de beginselen en doelstellingen van de duurzame ontwikkeling of van de werkgelegenheidscreatie.

De Regering kan de uitsluitingsgevallen bedoeld in artikel 5, § 2, uitbreiden of beperken. In dat geval dient in diens gemotiveerde beslissing enkel in overweging te worden genomen, ofwel het werkloosheidscijfer, ofwel de beginselen en doelstellingen van de duurzame ontwikkeling of van de werkgelegenheidscreatie, ofwel de wijzigingen die zouden zijn aangebracht in de wet van 4 augustus 1978 tot economische reoriëntering zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, ofwel de wijzigingen die zouden zijn aangebracht in de Europese regels met betrekking tot het sectorale steunbeleid krachtens artikel 87 van het E.G.-verdrag.

**Art. 7.** De betrekkingen bedoeld bij dit decreet kunnen bekleed worden door de niet-werkende werkzoekenden die als dusdanig ingeschreven zijn bij het "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling), namelijk :

1° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die in aanmerking komen voor een werkloosheidsuitkeringen of wachtgeld voor elke dag van de week;

2° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsvergoedingen krijgen;

4° de werklozen van wie het recht op het krijgen van werkloosheidsvergoedingen opgeschort is in toepassing van de artikelen 80 tot en met 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

6° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door het Waalse Gewest erkende beroepsopleiding volgen;

7° de bestaansminimumtrekkers bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

8° de gerechtigden op financiële sociale bijstand die :

a) ofwel ingeschreven zijn in het bevolkingsregister;

b) ofwel beschikken over een verblijfsvergunning van onbepaalde duur;

c) ofwel beschikken over een verblijfsvergunning met toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in zoverre de verlenging van deze verblijfsvergunning onderworpen is aan de voorwaarde tewerkgesteld te zijn;

d) ofwel gerechtigd of toegelaten zijn, met toepassing van de artikelen 9 of 10 van de voormelde wet van 15 december 1980, voor een bepaalde duur op het grondgebied te verblijven in zoverre de mogelijkheid van een verblijfsvergunning van onbepaalde duur uitdrukkelijk voorzien is;

9° de gerechtigden op een inkomensvervangende of op een integratietegemoetkoming krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan de gehandicapten en die geen enkele arbeid in loondienst uitoefenen;

10° de werkzoekenden die geen werkloosheidsuitkeringen krijgen en die geen enkele arbeid in loondienst of geen enkele zelfstandige activiteit uitoefenen;

11° de werkzoekenden die geen werkloosheidsuitkeringen krijgen en die niet als dusdanig ingeschreven waren omdat ze zich aan de opvoeding van hun kinderen hebben gewijd.

De toestand van de personen bedoeld in het eerste lid wordt beoordeeld de dag vóór de inwerkingtreding van de beslissing bedoeld in artikel 23 of, bij een latere indienstemming, de dag vóór de dag waarop de uitvoering van de arbeidsovereenkomst een aanvang neemt.

**Art. 8.** De betrekkingen bedoeld bij dit decreet kunnen eveneens bekleed worden door de niet-werkende werkzoekenden die beschouwd worden als maatschappelijk minder bedeelde personen, namelijk :

1° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° tot en met 6°, 9° tot en met 11°, die sedert minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

2° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° tot en met 6°, 9° tot en met 11°, jonger dan vijftientwintig jaar of ouder dan vijftig jaar en die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

3° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 7°, die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor het bestaansminimum en die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

4° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 7°, jonger dan vijftig jaar of ouder dan vijftig jaar die sedert minstens tien maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor het bestaansminimum en die sedert minstens tien maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

5° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 8° die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor de financiële sociale bijstand en die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

6° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 8°, jonger dan vijftig jaar of ouder dan vijftig jaar die sedert minstens zes maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor de financiële sociale bijstand en die sedert minstens zes maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden.

De toestand van de personen bedoeld in het eerste lid wordt beoordeeld de dag vóór de inwerkingtreding van de beslissing bedoeld in artikel 23 of, bij een latere indienstneming, de dag vóór de dag waarop de uitvoering van de arbeidsovereenkomst een aanvang neemt.

**Art. 9.** De betrekkingen bedoeld bij dit decreet kunnen eveneens bekleed worden door de niet-werkende werkzoekenden die beschouwd worden als moeilijk te plaatsen op de arbeidsmarkt, namelijk :

1° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° tot en met 6°, 9° tot en met 11° die sedert minstens achtenveertig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

2° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° tot en met 6°, 9° tot en met 11°, jonger dan vijftig jaar of ouder dan vijftig jaar en die sedert minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

3° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 7°, die sedert minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor het bestaansminimum en die sedert minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

4° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 7°, jonger dan vijftig jaar of ouder dan vijftig jaar die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor het bestaansminimum en die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

5° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 8°, die sedert minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor de financiële sociale bijstand en die sedert minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden;

6° de personen bedoeld in artikel 7, eerste lid, 8°, jonger dan vijftig jaar of ouder dan vijftig jaar die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking in aanmerking komen voor de financiële sociale bijstand en die sedert minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn als werkzoekenden.

De toestand van de personen bedoeld in het eerste lid wordt beoordeeld de dag vóór de inwerkingtreding van de beslissing bedoeld in artikel 23 of, bij een latere indienstneming, de dag vóór de dag waarop de uitvoering van de arbeidsovereenkomst een aanvang neemt.

**Art. 10.** Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 worden de volgende periodes geacht niet onderbroken en gelijkgesteld met periodes van inschrijving als werkzoekende te zijn :

1° de arbeidsperiodes die gedekt zijn door een startbaanovereenkomst of door een overeenkomst van een alternerende startbaan;

2° de periodes waarin de werkzoekende gebonden is door een arbeidsovereenkomst over een totaal van hoogstens zes maanden;

3° de periodes van tewerkstelling in een doorstromingsprogramma;

4° de periodes van tewerkstelling op een arbeidspost die erkend is in toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de herinschakeling van de langdurig werklozen;

5° de periodes van stage of van vorming door arbeid die gepresteerd worden in een erkende instelling voor socio-professionele inschakeling of in een erkend bedrijf voor vorming door arbeid, met uitsluiting van de periodes die gepresteerd worden in het kader van een arbeidsovereenkomst;

6° de periodes van tewerkstelling in het kader van dit decreet;

7° de periodes waarin de personen bedoeld in artikel 7, 11°, niet ingeschreven waren als werkzoekenden omdat ze zich aan de opvoeding van hun kinderen hebben gewijd.

**Art. 11.** Voor de toepassing van de artikelen 8, eerste lid, 3° tot en met 6°, en 9, eerste lid, 3° tot en met 6° worden de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn niet als onderbrekingen beschouwd en worden ze gelijkgesteld met periodes van inschrijving als werkzoekende en van ontvangst van het bestaansminimum of van financiële sociale bijstand.

**Art. 12.** De personen die de dag vóór hun overgang, in het kader van dit decreet, van één van de programma's voor de wedertewerkstelling bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen tewerkgesteld waren in het kader van een arbeidsovereenkomst, worden gelijkgesteld, op voorwaarde dat ze tewerkgesteld blijven bij dezelfde werkgevers, met de niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9, waarbij rekening gehouden wordt met de duur van hun tewerkstelling in één van bedoelde programma's voor de berekening van de duur van de inschrijving als werkzoekenden.

**Art. 13.** De Regering kan de categorieën van niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 uitbreiden of beperken, evenals : de periodes die geacht zijn ononderbroken te zijn, de periodes gelijkgesteld met de periodes van inschrijving als werkzoekenden, de periodes van ontvangst van het bestaansminimum of van financiële sociale bijstand, bedoeld in de artikelen 10 en 11. In dat geval worden in diens gemotiveerde beslissing ofwel de structurele evolutie van het werkloosheidscijfer ofwel de betrokken branches ofwel de Europese regelgeving ofwel de wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering in overweging genomen.

De Regering bepaalt het model van het attest waarmee verklaard kan worden dat de niet-werkende werkzoekenden beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9, rekening houdend met de artikelen 10 en 11, evenals de modaliteiten voor de uitgifte en de geldigheid van bedoeld attest.

#### HOOFDSTUK II. — *Modaliteiten voor de toekenning en de uitbetaling van de tegemoetkoming*

**Art. 14.** De tewerkstelling in het kader van dit decreet kan aanleiding geven, rekening houdend met de beperkingen van de specifieke begrotingskredieten die jaarlijks bij decreet worden vastgelegd per werkgeverscategorie bedoeld in de artikelen 2 tot en met 5, tot de toekenning aan bedoelde werkgevers van een jaarlijkse tegemoetkoming ter subsidiëring van de arbeidsposten in de vorm van punten.

##### *Afdeling I. — De plaatselijke overheden*

**Art. 15. § 1.** De Regering bepaalt het aantal punten dat toegekend wordt aan elke gerechtigde bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, naargelang van volgende criteria :

1° het aantal inwoners, namelijk het aantal personen dat in de bevolkingsregisters is ingeschreven, zoals blijkt uit de officiële bevolkingscijfers waarover het Nationaal Instituut voor de Statistiek beschikt;

2° het aantal volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, namelijk het aantal volledig uitkeringsgerechtigde werklozen zoals blijkt uit de documenten waarover het "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) beschikt. In bedoeld aantal inbegrepen zijn de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen en de werklozen die voorlopig werkloosheidsvergoedingen krijgen. Niet inbegrepen zijn de oudere werklozen die beantwoorden aan de voorwaarden voorzien bij de artikelen 89 of 90 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

3° het aantal personeelsleden, namelijk het aantal personeelsleden berekend in voltijds equivalenten op jaarlijkse grondslag zoals blijkt uit de documenten waarover de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten beschikt;

4° het aantal kilometer van het gemeentelijk wegennet, namelijk het aantal kilometers van het gemeentelijk wegennet verspreid over kleine gemeentewegen en grote verkeerswegen zoals blijkt uit de documenten waarover de provinciale technische diensten beschikken;

5° het aantal gerechtigden op het bestaansminimum en de maatschappelijke hulp, namelijk het aantal gerechtigden op het bestaansminimum in de zin van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, gelijk aan het bestaansminimum in de zin van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals blijkt uit de documenten waarover het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest beschikt;

6° het aantal maatschappelijke werkers, namelijk het aantal maatschappelijk assistenten en gelijkgestelde personen bedoeld bij het Bijzonder fonds voor maatschappelijk welzijn, zoals blijkt uit de documenten waarover het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest beschikt;

7° het aantal thuisbezorgde maaltijden, namelijk het aantal maaltijden bezorgd door ofwel een dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, ofwel een privaat- dan wel publiekrechtelijke dienst waarmee het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft afgesloten, zoals blijkt uit de documenten waarover het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest beschikt;

8° het aantal werkuren die gepresteerd worden door de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp, namelijk het aantal uur dat jaarlijks gepresteerd wordt door de gezinshelpers en de bejaardenhelpers bij de gerechtigden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of bij de privaat- dan wel publiekrechtelijke diensten waarmee het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft afgesloten, zoals blijkt uit de documenten waarover het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest beschikt;

9° het aantal bedden in de rusthuizen en in de rust- en verzorgingstehuizen, namelijk het aantal bedden in de rusthuizen voor bejaarden en in de rust- en verzorgingstehuizen die beheerd worden door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de gemeenten en de verenigingen van gemeenten, zoals blijkt uit de documenten waarover het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest beschikt;

10° het aantal plaatsen in de diensten voor de opvang van jonge kinderen, namelijk het aantal plaatsen in de gemeentelijke opvangdiensten voor jonge kinderen, evenals in de kinderdagverblijven die beheerd worden door de gemeenten, de provincies, de verenigingen van gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals blijkt uit de documenten waarover het « Office de la naissance et de l'enfance » beschikt;

11° de implementering van de geïntegreerde sociale plannen en van de preventie- en veiligheidscontracten, namelijk de implementering door de gemeenten van de geïntegreerde sociale plannen en van de preventie- en veiligheidscontracten, waarbij rekening gehouden wordt met de verhouding tussen het aantal personen die in elke bij de geïntegreerde sociale plannen en de preventie- en veiligheidscontracten betrokken gemeente in aanmerking komen voor voor het bestaansminimum en het maatschappelijk welzijn en het aantal personen die voor het bestaansminimum en de maatschappelijke hulp in aanmerking komen in alle gemeenten die betrokken zijn bij de geïntegreerde sociale plannen en de preventie- en veiligheidscontracten, berekend overeenkomstig punt 5° bovenvermeld;

12° de toetreding tot het gemeentelijk tewerkstellingsplan, namelijk de implementering van de gemeentelijke tewerkstellingsplannen door de gemeenten, waarbij rekening gehouden wordt met de verhouding tussen het aantal volledig uitkeringsgerechtigde werklozen in elke gemeente die betrokken is bij de gemeentelijke tewerkstellingsplannen en het aantal volledig uitkeringsgerechtigde werklozen in alle gemeenten die betrokken zijn bij de gemeentelijke tewerkstellingsplannen, berekend overeenkomstig punt 2° hieronder vermeld.

De Regering bepaalt het aantal punten die aan elke gemeente bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, worden toegekend, al naar gelang van de criteria bedoeld in paragraaf 1, 4° en 6° tot en met 12°.

De Regering bepaalt het aantal punten die aan elke openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, worden toegekend, al naargelang van de criteria bedoeld in paragraaf 1, 3°, 5°, 6°, 7°, 9° en 10°.

De Regering bepaalt het aantal punten die aan elke intercommunale bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° worden toegekend, al naar gelang van de criteria bedoeld in paragraaf 1, 7°, 8°, 9°, en 10°.

De Regering bepaalt het aantal punten die aan elke provincie bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, worden toegekend, al naar gelang van het criterium bedoeld in paragraaf 1, 3°.

§ 2. Het maximumaantal punten per criterium bedoeld in paragraaf 1, 1° tot en met 12°, wordt voor de werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet berekend met verwijzing voor elk criterium naar de zoals hiernavolgend bepaalde percentages van het maximumaantal punten dat toegekend wordt voor alle werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, samen, na aftrek van de als volgt bepaalde punten die toegekend worden krachtens paragraaf 4 :

1° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 1°, wat de gemeenten betreft : 11,8204 %;

2° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 2°, wat de gemeenten betreft : 26,7813 %;

3° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 3°, wat betreft de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de provincies : 13,6863 %;

4° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 4°, wat de gemeenten betreft : 8,8849 %;

5° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 5°, wat de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreft : 6,0422 %;

6° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 6°, wat betreft de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn : 6,0422 %;

7° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 7°, wat betreft de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn : 3,3245 %;

8° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 8°, wat betreft de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn : 9,8201 %;

9° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 9°, wat betreft de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn : 1,5109 %;

10° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 10°, wat betreft de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn : 1,5109 %;

11° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 11°, wat de gemeenten betreft : 1,5109 %;

12° voor het criterium bedoeld in paragraaf 1, 12°, wat de gemeenten betreft : 9,0654 %.

§ 3. De Regering herziet :

1° om de twee jaar te rekenen van de datum waarop van de beslissingen bedoeld in artikel 23 kennis gegeven wordt, het aantal punten dat aan de gemeenten en aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden toegekend, overeenkomstig de criteria bedoeld in paragraaf 1, rekening houdend met de laatst beschikbare documenten;

2° om de zes jaar te rekenen van de datum waarop de beslissingen bedoeld in artikel 23 worden bekendgemaakt, het aantal punten die aan de verenigingen van gemeenten en aan de provincies worden toegekend, overeenkomstig de criteria bedoeld in paragraaf 1, rekening houdend met de laatst beschikbare documenten.

De Regering deelt de provincies, de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zeven maanden vóór toekenning ervan, het aantal punten mee dat ze zullen krijgen.

§ 4. De Regering bepaalt het aantal bijkomende punten die aan de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden toegekend, al naargelang van :

1° het zich voordoen van natuurrampen;

2° uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel;

3° specifieke noden;

4° het zich voordoen van meervoudige geboorten in hun ambtsgebied. De Regering bepaalt eveneens wat onder meervoudige geboorte verstaan dient te worden.

§ 5. De Regering bepaalt het aantal bijkomende punten die toegewezen worden aan de gemeenten en aan de verenigingen van de gemeenten die één of meerdere containerparken beheren.

§ 6. De Regering bepaalt een globaal aantal punten waarmee het verschil overbrugd kan worden dat zou kunnen bestaan bij bepaalde gemeenten en bepaalde openbare centra voor maatschappelijk welzijn tussen het aantal punten die ze gekregen zouden hebben rekening houdend met de criteria van paragraaf 1 en het aantal punten die ze moeten krijgen rekening houdend met artikel 44.

§ 7. De Regering bepaalt het maximumaantal punten per arbeidspost die de werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, kunnen gebruiken al naar gelang van de volgende criteria :

1° het feit dat de werknemer die de arbeidspost bezet tot één van de categorieën niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 behoort;

2° de kwalificaties van de werknemers die dezelfde of een gelijkaardige functie bekleden als de leden van de diensten van de Regering, welke beantwoordt aan de niveaus 1, 2+, 2, 3 en 4 volgens de diploma's, getuigschriften of brevetten waarvan ze houder zijn en overeenkomstig bijlage I bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot vaststelling van de algemene principes.

De Regering bepaalt de lijst van de functies en de gelijkwaardigheid daarvan met de functies die bepaald zijn bij de overeenkomsten of de regelgeving die van toepassing zijn op bedoelde werkgevers.

*Afdeling 2. — De gewestelijke en gemeenschapsoverheden*

**Art. 16.** De Regering bepaalt het aantal punten die worden toegekend aan elke werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 2° en 3°.

Het aantal punten die de werkgevers die werknemers in dienst hadden in het kader van hoofdstuk II van titel III van de programma-wet van 30 december 1988, mogen gebruiken, wordt evenwel vastgesteld op twee per arbeidspost.

De Regering bepaalt het maximumaantal punten per arbeidspost die de werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 2° en 3° mogen gebruiken, al naar gelang van volgende criteria :

1° het feit dat de werknemer die de arbeidspost bezet tot één van de categorieën niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 behoort;

2° de kwalificaties van de werknemers die dezelfde of een gelijkaardige functie bekleden als de leden van de diensten van de Regering, welke beantwoordt aan de niveaus 1, 2+, 2, 3 en 4 volgens de diploma's getuigschriften of brevetten waarvan ze houder zijn en overeenkomstig bijlage I bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot vaststelling van de algemene principes.

De Regering bepaalt de lijst van de functies en de gelijkwaardigheid daarvan met de functies die bepaald zijn bij de overeenkomsten of de regelgeving die van toepassing zijn op bedoelde werkgevers.

#### *Afdeling 3. — De werkgevers van de niet-commerciële sector*

**Art. 17.** Het maximumaantal punten die worden toegekend aan de werkgever wordt door de Regering bepaald, voor de werkgevers bedoeld in artikel 3, al naargelang van de volgende criteria :

1° het feit dat de werknemer die de arbeidspost bezet tot één van de categorieën niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 behoort;

2° de kwalificaties van de werknemers die dezelfde of een gelijkaardige functie bekleden als de leden van de diensten van de Regering, welke beantwoordt aan de niveaus 1, 2+, 2, 3 en 4 volgens de diploma's getuigschriften of brevetten waarvan ze houder zijn en overeenkomstig bijlage I bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot vaststelling van de algemene principes;

3° de ervaring en de anciënniteit van de personeelsleden in de functie die ze bij de werkgever uitoefenen;

4° de structuur in termen van kwalificaties van diens personeel;

5° de globaal positieve evaluatie van de bestaande projecten;

6° de prioritaire, stabiele en vaste behoeften van de maatschappij;

7° het belang van de betrokken activiteiten in functie van de sectorale prioriteiten die door de Regering zijn omschreven;

8° het innoverend karakter van de voorgestelde projecten;

9° het jaarlijks door de Regering bepaalde maximumgemiddelde per sector van de punten die per werknemer worden toegekend;

10° de activiteiten waarvoor derden-gebruikers een vergoeding betalen aan de werknemers;

11° het voorstel van een vereniging zonder winstgevend doel, die afziet van het gebruik van een deel van zijn punten, om bedoelde punten toe te wijzen aan een werkgever van dezelfde sector, zoals bepaald krachtens artikel 20, tweede lid.

In afwijking van het eerste lid, 1° en 2°, blijft de werkgever bedoeld in artikel 3 in geval van vervanging tijdens de beslissingsprocedure en tijdens de periode die tussen twee evaluaties in ligt, van een werknemer door een andere werknemer die niet deel uitmaakt van dezelfde categorieën, in aanmerking komen voor een aantal punten die voor bedoelde vervanger gelijk is aan het puntental waarvoor hij in aanmerking kwam voor de werknemer die vervangen werd.

De Regering bepaalt het maximumaantal punten per arbeidspost die de werkgevers bedoeld in artikel 3 kunnen gebruiken, al naar gelang van de volgende criteria :

1° het feit dat de werknemer die de arbeidspost bezet tot één van de categorieën niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 behoort;

2° de kwalificaties van de werknemers die dezelfde of een gelijkaardige functie bekleden als de leden van de diensten van de Regering, welke beantwoordt aan de niveaus 1, 2+, 2, 3 en 4 volgens de diploma's getuigschriften of brevetten waarvan ze houder zijn en overeenkomstig bijlage I bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot vaststelling van de algemene principes.

De werkgevers bedoeld in artikel 3 die daarvoor in aanmerking komende werknemers in dienst hebben, kunnen een minimum van zes punten gebruiken voor de arbeidsposten die bezet worden door de werknemers die betrokken zijn bij het « Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant ».

De Regering bepaalt de lijst van de functies en de gelijkwaardigheid daarvan met de functies bepaald bij de overeenkomsten of de regelgeving die van toepassing zijn op bedoelde werkgevers.

#### *Afdeling 4. — De onderwijsinstellingen*

**Art. 18.** De Regering bepaalt het maximumaantal punten die worden toegekend aan elke werkgever bedoeld in artikel 4, rekening houdend met de verdelingen die bepaald worden krachtens het samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 4.

De Regering bepaalt het maximumaantal punten per arbeidspost die de werkgevers bedoeld in artikel 4 kunnen gebruiken, al naar gelang van de volgende criteria :

1° het feit dat de werknemer die de arbeidspost bezet tot één van de categorieën niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 behoort;

2° de kwalificaties van de werknemers die dezelfde of een gelijkaardige functie bekleden als de personeelsleden van bedoelde werkgevers.

De Regering bepaalt de lijst van de functies en de gelijkwaardigheid daarvan met de functies bepaald bij de overeenkomsten of de regelgeving die van toepassing zijn op bedoelde werkgevers.

*Afdeling 5. — De kleine en middelgrote ondernemingen*

**Art. 19.** Rekening houdend met een beperking van het aantal punten tot zestig per werkgever bepaalt de Regering het maximaal aantal punten die toegekend worden aan elke werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, al naargelang van de volgende criteria :

- 1° de omvang van de onderneming;
  - 2° het feit of de hoofdzetel van activiteiten al dan niet in een ontwikkelingsgebied ligt;
  - 3° de types van de gevraagde functies die moeten beantwoorden aan de gewestelijke beleidsopties die werden ingesteld met het oog op :
    - a) de bevordering van hernieuwbare energie en energiebesparingen, besparingen inzake grondstoffen en milieubescherming, inzonderheid door het aanzetten tot het naleven van striktere normen dan die, die door de Europese Unie worden opgelegd;
    - b) het naleven van striktere kwaliteitsnormen dan die, die door de Europese Unie worden opgelegd;
    - c) de organisatie van en de deelname aan beurzen, salons en handelsmissies;
    - d) de ontwikkeling en de significante verbetering van producten, procédés en diensten op technologisch vlak;
- de implementering van de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën;
- de assistentie in verband met de integratie en de ontwikkeling van valoriseringskanalen voor de Waalse productie, inzonderheid door het zoeken naar partners die betrokken zouden kunnen worden bij exploitatie daarvan;
- het implementeren van een begeleidingssysteem voor jonge werknemers;
- de consolidering van de onderneming door de verbetering van diens management.

De Regering bepaalt het maximaal aantal punten die worden toegekend aan elke werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 2° al naargelang van het belang van het proces voor de creatie van producten of diensten met het oog op de valorisering van het onderzoek.

De Regering bepaalt het maximaal aantal punten die de werkgevers bedoeld in artikel 5, § 1, per arbeidspost kunnen gebruiken, al naar gelang van de volgende criteria :

- 1° het feit dat de werknemer die de arbeidspost bezet tot één van de categorieën niet-werkende werkzoekenden bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 behoort;
- 2° de kwalificaties van de werknemers die dezelfde of een gelijkaardige functie bekleden als de leden van de diensten van de Regering, welke beantwoordt aan de niveaus 1, 2+, 2, 3 en 4 volgens de diploma's, getuigschriften of brevetten waarvan ze houder zijn en overeenkomstig bijlage I bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot vaststelling van de algemene principes.

De Regering bepaalt de lijst van de functies en de gelijkwaardigheid daarvan met de functies bepaald bij de overeenkomsten die van toepassing zijn op bedoelde werkgevers.

De tegemoetkoming die beantwoordt aan het aantal punten die per werknemer is toegekend, kan niet hoger zijn dan 80 % van de kostprijs die daarvoor daadwerkelijk gedragen wordt door de werkgever, na aftrek van de kortingen of vrijstellingen inzake werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid waarvoor de werkgever in aanmerking komt.

*Afdeling 6. — Toekenning en uitbetaling*

**Art. 20.** De Regering kan, wat de werkgevers bedoeld in artikel 3 betreft, bepalen wat dient te worden verstaan onder sectoren waarin bedoelde werkgevers hun activiteiten uitoefenen.

De Regering bepaalt eveneens het maximaal aantal punten per sector en het maximale puntengemiddelde per werknemer en per sector.

Wat de werkgevers betreft bedoeld in artikel 3 die werknemers in dienst hebben die betrokken zijn bij het « Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant », bedraagt het minimumaantal punten per sector 1 354 en het maximale puntengemiddelde per werknemer en per sector bedraagt zes.

**Art. 21.** Eén punt staat gelijk aan 2.541 euro en de werkgevers kunnen per jaar en per werknemer die beantwoordt aan een voltijds equivalent in aanmerking komen voor een maximum van twaalf punten.

De Regering kan de waarde van een punt verhogen, evenals het maximaal aantal punten die toegekend kunnen worden per werknemer die beantwoordt aan een voltijds equivalent.

De waarde van één punt wordt jaarlijks aan de index aangepast door de waarde van het punt bedoeld in het eerste lid te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het jaar, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het voorafgaande jaar.

Bedoelde indexering kan echter niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting der primaire uitgaven die jaarlijks bepaald wordt door de Waalse Gewestraad.

In geen enkel geval kan de tegemoetkoming die beantwoordt aan het aantal punten die toegekend is per werknemer hoger zijn dan de kostprijs die daarvoor daadwerkelijk gedragen wordt door de werknemer, na aftrek van de kortingen of vrijstellingen van werknemersbijdragen voor sociale zekerheid waarvoor de werkgever in aanmerking komt.

De tegemoetkoming die aan de werkgevers bedoeld in artikel 5, § 1, toegekend wordt, moet conform zijn aan de cumulatierregels inzake tegemoetkomingen die hetzelfde doel nastreven, evenals aan de door de Europese Commissie opgelegde regels die gelden wanneer verschillende doelstellingen beoogd worden.

De werkgevers bedoeld in de artikelen 2, 3 en 4 komen in aanmerking voor de vrijstellingen van betaling van werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid overeenkomstig artikel 99 van hoofdstuk II van titel III van de programma-wet van 30 december 1988 en artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van de door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen.

**Art. 22.** § 1. De gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen elkaar de punten afstaan die hen werden toegekend.

De gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen de punten die hen worden toegekend, afstaan aan :

1° de verenigingen van gemeenten waar ze deel van uitmaken;

2° de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waar ze deel van uitmaken;

3° de autonome gemeentebedrijven die ze hebben opgericht;

4° de politiezones;

5° de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1°.

De gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen de punten die hen werden toegekend, enkel afstaan aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1° indien de overheid overheerst in de raad van bestuur van bedoelde werkgevers.

Er wordt van uitgegaan dat de overheid overheersend is indien minstens 51 % van de leden van de raad van bestuur of de helft, indien sprake is van culturele verenigingen of van verenigingen die opgericht werden op initiatief van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vertegenwoordigers zijn die zijn aangewezen door de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen de punten die hen werden toegekend, afstaan aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°.

§ 2. De provincies kunnen de punten die hen zijn toegekend afstaan aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°.

De provincies kunnen de punten die hen werden toegekend enkel afstaan aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1° indien de overheid overheerst in de raad van bestuur van bedoelde werkgevers.

Er wordt van uitgegaan dat de overheid overheersend is indien minstens 51 % van de leden van de raad van bestuur of de helft, indien sprake is van culturele verenigingen of van verenigingen die opgericht werden op initiatief van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vertegenwoordigers zijn die zijn aangewezen door de provincies.

**Art. 23.** De werkgevers komen in aanmerking voor de tegemoetkoming op grond van een beslissing tot toekenning met bepaalde of onbepaalde duur.

De Regering stelt de duur van de beslissingen met een bepaalde duur vast.

**Art. 24.** Het "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" is belast met de uitbetaling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 ten gunste van de werkgevers die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing.

De tegemoetkoming wordt uitbetaald op grond van een voltijdse betrekking gedurende één jaar volgens de regels die bij de werkgever van kracht zijn. De tegemoetkoming wordt berekend in evenredigheid met de daadwerkelijke betrekking van de werknemers rekening houdend met de hierna vermelde modaliteiten.

De uitbetaling van de tegemoetkoming wordt verricht door enkel rekening te houden met de deeltijdse arbeidsregelingen halftijds, 2/3-tijds, 3/4-tijds, 4/5-tijds of voltijds.

Wat betreft de werknemers waarvan de arbeidsregeling meer bedraagt dan halftijds, maar minder dan 2/3-tijds, beantwoordt de tegemoetkoming aan de tegemoetkoming die toegekend wordt voor een halftijds actieve werknemer.

Wat betreft de werknemers waarvan de arbeidsregeling meer bedraagt dan 2/3-tijds, maar minder dan 3/4-tijds, beantwoordt de tegemoetkoming aan de tegemoetkoming die toegekend wordt voor een 2/3-tijds actieve werknemer.

Wat betreft de werknemers waarvan de arbeidsregeling meer bedraagt dan 3/4-tijds, maar minder dan 4/5-tijds, beantwoordt de tegemoetkoming aan de tegemoetkoming die toegekend wordt voor een 3/4-tijds actieve werknemer.

Wat betreft de werknemers waarvan de arbeidsregeling meer bedraagt dan 4/5-tijds, maar minder dan voltijds, beantwoordt de tegemoetkoming aan de tegemoetkoming die toegekend wordt voor een 4/5-tijds actieve werknemer.

Voor de deeltijdse overeenkomsten van de werknemers ter vervanging van andere werknemers die in aanmerking komen voor de bepalingen van de wet van 22 januari 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan of voor de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 betreffende het tijdskrediet goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2001 kan de tegemoetkoming evenwel eveneens beantwoorden aan een 1/5-tijds, een 1/4-tijds of een 1/3-tijds.

De modaliteiten voor de storting van de tegemoetkoming worden bepaald door de Regering.

#### HOOFDSTUK III. — *Interministeriële commissie*

**Art. 25.** Er wordt een interministeriële commissie ingesteld, hierna « commissie » genoemd, ermee belast om :

1° op eigen initiatief of na verzoek, een advies over de uitvoering van dit decreet over te leggen;

2° minstens jaarlijks en per sector het aantal te gebruiken punten voor te stellen;

3° voor de werkgevers bedoeld in artikel 3, jaarlijks het maximale puntengemiddelde die per werknemer toegekend dienen te worden, voor te stellen;

4° jaarlijks de waarde van één punt voor te stellen;

5° een advies over te leggen vóór er om het even welke sanctie getroffen wordt krachtens artikel 33 van het decreet;

6° het verslag dat volgens de modaliteiten bepaald door de Regering verstrekt wordt door de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 26.** De commissie bestaat uit :

- 1° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Tewerkstelling, die de commissie voorzigt;
- 2° één vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering;
- 3° één vertegenwoordiger van elke Vice-President van de Regering;
- 4° één vertegenwoordiger van de Minister van de Regering bevoegd voor Begroting, behalve indien hij de titel van Vice-President draagt, die zetelt met raadgevende stem;
- 5° één vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap die met raadgevende stem zetelt wanneer hij betrokken is krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- 6° één vertegenwoordiger van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling die in het kader van de opdracht bedoeld in artikel 25, 5°, met raadgevende stem zetelt.

**Art. 27.** § 1. De leden bedoeld in artikel 26, 1° tot en met 4° en 6°, worden aangewezen door de Regering.

Het lid bedoeld in artikel 26, 5°, wordt aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap.

De leden worden aangewezen voor een periode van vijf jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

§ 2. De commissie vergadert minstens zes keer per jaar na bijeenroeping door diens voorzitter.

§ 3. De commissie stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

§ 4. De Regering kan de samenstelling van de commissie wijzigen, evenals de duur van de mandaten rekening houdend met :

- 1° de wijzigingen in de bevoegdheidsverdeling tussen de ministers;
- 2° de toewijzing van de titels van vice-president tussen de leden van de Regering;
- 3° de wijziging in zijn werkingsregels.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de werkgevers*

**Art. 28.** De werknemers voeren hun arbeidsprestaties uit onder het gezag van de werkgever die ze in dienst heeft en bezoldigt.

Om in aanmerking te kunnen komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14, moeten de werkgevers de werknemers in dienst nemen in het kader van een arbeidsovereenkomst; bedoelde overeenkomst wordt afgesloten voor een voltijdse of een deeltijdse betrekking die minstens gelijk is aan een halftijdse betrekking met een bepaalde of onbepaalde duur of met het oog op een vervanging, en is conform aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Voor de deeltijdse werknemers die werknemers vervangen, of personeelsleden die in aanmerking komen voor de bepalingen van de wet van 22 januari 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan of voor de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 betreffende het tijdskrediet goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2001 kan de arbeidsregeling eveneens beantwoorden aan een 1/5-tijds.

**Art. 29.** Als bij de inwerkingtreding van dit decreet het regelingsloon van de werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van de wedertewerkstellingsprogramma's bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen hoger is dan het loon dat ze moesten krijgen krachtens de wettelijke bepalingen of bepalingen van overeenkomsten die van toepassing zijn op hun werkgevers, blijven betrokkenen na inwerkingtreding van dit decreet in aanmerking komen voor de hoogste bezoldiging tot en met het ogenblik waarop ze rekening houdend met hun anciënniteit hetzelfde bezoldigingsniveau halen als die welke voorzien is bij de wettelijke bepalingen of de bepalingen van de overeenkomsten.

**Art. 30.** De daadwerkelijke diensten die de werknemers in het kader van de wedertewerkstellingsprogramma's bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen gepresteerd hebben sinds 1 januari 1987 zonder onderbreking met meer dan één maand, kunnen worden toegelaten voor de loonsverhogingen.

**Art. 31.** De indienstnemeningen van werknemers kunnen worden verricht vanaf de kennisgeving van de beslissing, maar verplicht uiterlijk binnen een termijn van zes maanden die ingaat de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Behalve wettelijke of regelgevende bepalingen waarbij een kortere vervangingstermijn wordt opgelegd in geval van vervanging, moeten de werknemers in dienst worden genomen binnen een termijn van zes maanden die ingaat de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het dienstverband van de werknemers die zij vervangen, afloopt.

Indienstnemeningen die na afloop van bedoelde termijnen worden verricht, kunnen geen aanleiding geven tot de toekenning van de tegemoetkoming voor de betrokken werknemer.

#### HOOFDSTUK V. — *Procedure*

**Art. 32.** De werkgever dient zijn aanvraag voor een tegemoetkoming in volgens de vormen en de modaliteiten door de Regering bepaald.

De Regering bepaalt de procedure, de behandelingswijze en de beoordeling van de aanvragen door de diensten die hij daarvoor aanwijst.

De Regering treft de beslissingen met betrekking tot de aanvragen volgens de modaliteiten die hij bepaalt en, in ieder geval, wat de werkgevers betreft bedoeld in artikel 3, door het advies in te winnen van het bevoegd lid of de bevoegde leden van de betrokken Regeringen.

De beoordeling van de beslissingen wordt verricht, inzonderheid al naargelang van de volgende criteria :

- 1° de anciënniteit van de arbeidsposten;
- 2° de ervaring en de contractuele anciënniteit die de werknemers verworven hebben bij de werkgever;



- 3° de structuur in termen van kwalificaties van het personeel;
- 4° de prioritaire, stabiele en vaste behoeften van de maatschappij;
- 5° het belang van de betrokken activiteiten in functie van de sectorale prioriteiten;
- 6° het innoverend karakter van de projecten;
- 7° het door de Regering bepaalde maximale puntengemiddelde die per sector toegekend dienen te worden per werknemer;
- 8° de activiteiten waarvoor derden-gebruikers een vergoeding betalen aan de werkgevers;
- 9° de financiële draagkracht van de werkgevers;
- 10° de jaarverslagen betreffende de uitvoering van de beslissing tot toekenning;
- 11° de organisatie van een regelmatige en continue vorming;
- 12° de regelmatig gehouden boekhouding;
- 13° het verslag van de bedrijfsrevisor of van een accountant of van een consultant die erkend is door het Waalse Gewest indien de omzet, na aftrek van de subsidies die de werkgever van overheidswege krijgt, minstens 247.893,52 euro bedraagt of van het college van financiële commissarissen indien de omzet minder dan 247.893,52 euro bedraagt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Controle en sancties*

**Art. 33.** In geval van niet-naleving van de verplichtingen uitgevaardigd bij of krachtens dit decreet kan de Regering volgens de modaliteiten die hij bepaalt :

- 1° de tegemoetkoming geheel of gedeeltelijk opschorten voor een termijn die de werkgever in de mogelijkheid stelt om zijn niet-nageleefde verplichtingen na te komen;
- 2° de tegemoetkoming geheel of gedeeltelijk intrekken in evenredigheid met de vastgestelde overtredingen;
- 3° de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming intrekken;
- 4° de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming intrekken en de terugbetaling van de tegemoetkoming geheel of gedeeltelijk vragen.

De Regering bepaalt de procedure voor de terugvordering van de onterecht gestorte vergoeding.

**Art. 34.** Artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 betreffende het toezicht op en de controle over de wetgevingen betreffende het werkgelegenheidsbeleid, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 1. De beëdigde personeelsleden van niveau 1 van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling worden belast met het toezicht over, het onderzoek naar en de vaststelling van de overtredingen inzake de volgende wet- en regelgevingen :

- 1° het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen met het oog op de bevordering van de indienstneming van werkzoekenden of daarmee gelijkgestelde personen door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers van de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en diens uitvoeringsbesluiten;
- 2° het decreet van 27 juni 1991 betreffende de uitzendbureaus, en diens uitvoeringsbepalingen;
- 3° het koninklijk besluit van 28 november 1975 betreffende de exploitatie van bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling;
- 4° de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid artikel 7, § 1, evenals diens uitvoeringsbesluiten;
- 5° het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, evenals diens uitvoeringsbesluiten;
- 6° het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, evenals diens uitvoeringsbepalingen. »

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 35.** Het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, bevestigd door de wet van 6 december 1984, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 496 van 31 december 1986 en bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 april 1999 wordt opgeheven.

**Art. 36.** De artikelen 4, §§ 1 en 3, 6 en 8, van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 511 van 11 maart 1987, worden opgeheven.

**Art. 37.** De artikelen 95, 96 en 98 van hoofdstuk II van titel III van de programma-wet van 30 december 1988 gewijzigd bij de wetten van 20 juli 1991 en 22 juli 1993 worden opgeheven.

**Art. 38.** Het decreet van de Waalse Gewestraad van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij de decreten van 19 mei 1994 en 1 april 1999, wordt opgeheven.

**Art. 39.** Het decreet van de Waalse Gewestraad van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de decreten van 1 april 1999 en 6 mei 1999, wordt opgeheven.

**Art. 40.** Het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij de decreten van 1 april 1999 en 6 mei 1999, wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 41.** De overeenkomsten waarbij het aantal punten wordt bepaald waarover de werkgevers beschikken bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° die gesubsidieerde contractuele personeelsleden in dienst hebben, worden verlengd tot en met 31 december 2002.

De regering kan bedoelde overeenkomsten vervroegd opzeggen, rekening houdend met de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 42.** Wat betreft de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt het aantal punten die hen worden toegekend te rekenen vanaf 1 januari 2002, tot en met 31 december 2005 berekend volgens de modaliteiten van artikel 18 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld

Als het aantal punten dat berekend is naar gelang van de criteria van artikel 15, § 1, lager is dan het aantal punten die toegekend worden naar gelang van het eerste lid, behouden bedoelde gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn het aantal punten dat voor hen het gunstigst is.

**Art. 43.** Om in aanmerking te kunnen komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14, passen de werkgevers bedoeld in artikel 3 die onder de hiernavermelde sectoren vallen, vanaf 1 oktober 2001 op hun werknemers de bepalingen toe van de collectieve arbeidsovereenkomsten die afgesloten zijn in de betrokken paritaire comités, evenals de geleidelijke loonharmonisering met verwijzing naar de collectieve arbeidsovereenkomst die afgesloten is in het paritaire subcomité nr. 305.1.

Het gaat om volgende sectoren :

- 1° de sector van de hulpverlening aan gezinnen en bejaarden;
- 2° de sector van de opvang en huisvesting van de "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waaals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), afgekort « AWIPH »;
- 3° de sector van de hulpverlening in het dagelijks leven;
- 4° de sector van de vroeghulp van AWIPH;
- 5° de begeleidingssector van AWIPH;
- 6° de sector van het aangepaste werk van AWIPH;
- 7° de sector van de beroepsopleiding van AWIPH;
- 8° de sector van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg van AWIPH;
- 9° de sector van de centra voor levens- en gezinsvragen;
- 10° de sector van de gewestelijke integratiecentra;
- 11° de sector van de opvangcentra voor volwassenen;
- 12° de sector van de kinderdagverblijven;
- 13° de sector van de centra voor sociale diensten;
- 14° de sector van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de ondernemingen voor vorming door arbeid;
- 15° de sector van de gewestelijke werkgroepen voor werkgelegenheid;
- 16° de sector van de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;
- 17° de coördinatiecentra voor thuiszorg en diensten aan huis.

**Art. 44.** Wat betreft de werkgevers die in het kader van de programma's voor wedertewerkstelling bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en met uitzondering van de programma's bedoeld in artikel 5 werknemers in dienst hadden vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, is de globale waarde van het aantal punten waarvoor ze in aanmerking komen minstens gelijk, rekening houdend met de waarde van één punt, aan de tegemoetkomingen waarvoor ze in aanmerking kwamen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, na aftrek van de kortingen en vrijstellingen van werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid waarvoor zij in aanmerking zouden kunnen komen na inwerkingtreding van dit decreet.

De aftrek van de kortingen van werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector wordt evenwel niet verricht.

Wat betreft de werkgevers die werknemers in dienst hadden in het kader van het decreet van de Waalse Gewestraad van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, worden bovenbedoelde tegemoetkomingen verhoogd, vóór ze in punten worden omgezet, met een forfaitair bedrag van 446,20 euro per tewerkgestelde werknemer.

Wat betreft de werkgevers die werknemers in dienst hadden in verband met het « Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant », bedraagt het aantal punten na omzetting per arbeidspost minstens zes.

Artikel 17 is niet van toepassing op de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1° die vóór inwerkingtreding van dit decreet werknemers in dienst hadden in het kader van de programma's voor wedertewerkstelling bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en die een overgangsaanvraag indienen in het kader van dit decreet.

De Regering bepaalt mits naleving van bovenbedoelde regels het maximumaantal punten die de werkgevers per arbeidspost gebruiken.

**Art. 45.** De feitelijke verenigingen die geen winstoogmerk nastreven en die in aanmerking kwamen voor de bepalingen van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, beschikken over een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om hun feitelijke vereniging om te vormen tot een vereniging zonder winstgevend doel of tot een instelling van openbaar nut, beide vallend onder de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Zoniet worden ze uitgesloten uit het toepassingsgebied van dit decreet.

**Art. 46.** De overeenkomsten die met een onbepaalde duur worden afgesloten in het kader van de bepalingen van hoofdstuk II van titel III van de programma-wet van 30 december 1988 of de beslissingen die getroffen zijn in het kader van het decreet van de Waalse Gewestraad van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, worden opgezegd, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en uiterlijk op 31 december 2003.

**Art. 47.** De werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1° beschikken over een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om de voorwaarde bedoeld in artikel 3, § 2, 9° na te leven.

**Art. 48.** De Regering kent de werkgevers bedoeld in artikel 13 een jaarlijkse indexerings toe van 1,5 % van het bedrag van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 tot en met 31 december 2008, te rekenen vanaf de overheveling in het kader van dit decreet.

Die duur wordt beperkt in evenredigheid met het aantal maanden liggend tussen de overgangsdatum en 31 december 2008.

**Art. 49.** De werknemers die ter vervanging kwamen van de werknemers die een ontslagaanzegging hebben gekregen overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, laten hun werkgevers in aanmerking komen voor de bepalingen van dit decreet.

#### HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

**Art. 50.** De Regering maakt jaarlijks en in ieder geval vóór het begrotingsdebat en volgens de modaliteiten die hij zelf bepaalt, een verslag over de uitvoering van dit decreet aan de Waalse Gewestraad over.

De Europese Commissie wordt een verslag overgemaakt over de uitvoering van ditzelfde decreet wat betreft de werkgevers bedoeld in artikel 5.

**Art. 51.** Dit decreet zal ophouden in werking te zijn, wat betreft de werkgevers bedoeld in artikel 5, tien jaar na inwerkingtreding ervan.

**Art. 52.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van elke bepaling van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 25 april 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Stukken van de Raad 289 (2001-2002) nrs. 1 tot en met 104.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 17 april 2002.*

*Bespreking. — Stemming*